
THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES


THE·LIBRARY·OF·THE·UNIVERSITY·OF·CALIFORNIA·LOS·ANGELES

LE DOSSIER RUSSE

DANS LA

QUESTION D'ORIENT

LE DOSSIER RUSSE

DANS LA

QUESTION D'ORIENT

LA

POLITIQUE DE LA RUSSIE

ENVERS

LA POLOGNE ET LA TURQUIE

PAR

UN ANCIEN DIPLOMATE EN ORIENT



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS

1869

LA POLITIQUE DE LA RUSSIE

ENVERS

LA POLOGNE ET LA TURQUIE

I

Le cabinet de Saint-Pétersbourg a dit cent fois dans le passé, et il répète sans cesse dans le présent, qu'il a toujours été ami sincère et dévoué du gouvernement turc ; qu'il ne lui a jamais demandé qu'une chose dans leur commun intérêt et dans celui de l'Europe, « l'amélioration du sort des sujets chrétiens du sultan ; » et que son désintéressement envers la Turquie égalait la franchise de sa politique. Tel est le thème perpétuel que depuis Pierre Ier jusqu'à nos jours la Russie soutient et fait soutenir dans toutes les chancelleries, sans en excepter celle des États-Unis d'Amérique, par son habile diplomatie et par les nombreux organes de publicité dont elle dispose partout.

A ces magnifiques déclarations et à ces assurances imperturbables, l'Europe, naïve ou distraite, peut-être même couarde, s'est trop souvent laissé prendre, bien qu'elles cachassent fort mal de dangereux projets d'accroissement d'influence et de territoire.

C'est ce qui explique depuis assez longtemps la situation de la Turquie, dont la gravité a plus d'une fois inquiété et inquiète encore à juste titre les hommes sérieux, autant pour l'avenir de l'Occident que pour celui de l'Orient. Ce n'est certes pas d'aujourd'hui que l'on s'est aperçu, dans les régions où l'on a un réel souci de la destinée des États et des besoins de la civilisation générale, que la puissance moscovite n'est devenue si grande et si menaçante pour tous qu'au fur et à mesure qu'elle réduisait à son profit celle de la Turquie.

De temps à autre cependant on a eu conscience de cet immense danger. C'est pour cela qu'à Tilsitt Napoléon I[er] rejeta les offres de partage de l'empire ottoman que lui fit Alexandre I[er], et que Napoléon III entreprit, aux applaudissements du monde entier et de concert avec la Turquie et l'Angleterre, la glorieuse guerre de Crimée, équitable réparation de la politique qui eut le malheur de triompher si fatalement à Navarin et enfanta le royaume grec, qui n'est et ne sera jamais, quoi qu'on fasse, que la terre classique et féconde de tous les désordres et de tous les scandales.

II

Que le testament de Pierre le Grand soit faux dans sa lettre et vrai dans son esprit, parfaitement confirmé par les faits, il n'importe. Son entière exécution ne peut avoir lieu que si la Russie renverse les deux barrières qui s'y opposent : la Pologne et la Turquie.

La Pologne n'existe presque plus que de nom, et l'on sait combien sa suppression lente et graduée, qui n'est que le martyrologe le plus douloureux des annales humaines, a favorisé les desseins de la politique moscovite en Occident et en Orient.

La Turquie a eu un destin moins triste; mais en lui prenant successivement, en Europe et en Asie, de belles et importantes provinces égalant en étendue le territoire de la France, la Russie l'a considérablement affaiblie, et elle l'a réduite à un état dont la force de résistance ne saurait être, livrée à elle-même, un obstacle suffisant aux convoitises du cabinet de Saint-Pétersbourg et à ses vues de domination générale.

Nous disions tout à l'heure que cette politique remontait un peu haut; nous ajoutons qu'elle est constamment la même dans ses moyens et dans les fins qu'elle se propose. Nous la connaissons bien, et nous pourrions déjà la suivre

dans ses moindres détails vis-à-vis de l'empire ottoman; mais il nous paraît utile et nécessaire de la montrer auparavant dans ses actes principaux à l'égard de l'infortunée Pologne, comme aussi dans les faits qui lui préparèrent la conquête de la Crimée et la domination, périlleuse pour l'Europe, de la mer Noire, afin de bien établir que sa conduite cauteleuse, ses agissements patents ou dissimulés, ses déclarations hypocrites envers la Turquie, sont semblables à ceux qui amenèrent l'asservissement de la Pologne; nulle différence entre eux, et ils tendent absolument à un but identique.

III

En effet, qui, dans le passé, a fait à l'empire ottoman les guerres les plus iniques et imposé les traités les plus humiliants et les plus arbitrairement spoliateurs?

D'où lui viennent ces agitations périodiques que l'on voit tantôt sur un point, tantôt sur un autre, et souvent sur plusieurs à la fois?

D'où sortent ces odieuses machinations qui troublent si profondément les intérêts de l'Europe, non moins que ceux de la Turquie?

Qui veut protéger les populations chrétiennes de l'empire ottoman, et dans quel but?

Qui fomente les insurrections de la Crète, qui organise et paye les bandes qui tentent de révolutionner la Bulgarie, l'Épire et la Thessalie?

Qui excite sans cesse les Principautés danubiennes à rompre les liens de la bienveillante suzeraineté de la Sublime Porte, liens qui les ont préservées jusqu'ici de tout malheur irréparable, et qui peuvent leur assurer tous les développements nécessaires?

Qui les pousse aux plus grandes extravagances?

Qui les convoite et veut s'en emparer par les intrigues les plus subtiles, les plus tortueuses et quelquefois les plus audacieuses?

Qui agit constamment et partout pour dénaturer les intentions et les actes de la Sublime Porte et présenter son administration comme étant des plus oppressives pour les populations chrétiennes et incapable de tout progrès?

Qui envoie dans tous les coins de la Turquie ses agents les plus madrés, toujours bien payés, pour y jeter les germes du mécontentement, l'esprit de révolte et de désorganisation?

Qui calomnie les hommes et les choses de l'empire ottoman, depuis plus de cent ans et tous les jours?

Qui cherche à susciter au gouvernement du sultan des ennemis en tout pays et à lui enlever ses meilleurs amis par les voies les plus condamnables?

Qui veut ruiner la Turquie en affichant les sentiments les plus honnêtes, et qui veut s'en rendre maître pour s'abattre ensuite sur la grande civilisation de l'Europe qui l'offusque et le gêne, et qui disparaîtrait vite pour faire place aux ténèbres, à la barbarie, au despotisme le plus affreux?

Qui enfin rêve et travaille sans relâche à la réalisation de cette œuvre infernale, et y emploie toutes ses facultés, tout son génie malsain et 80 millions de francs par an?

Vous voulez le savoir?

Demandez-le à l'histoire de la malheureuse Pologne, qui a subi toutes les perfidies, toutes les turpitudes, toutes les tortures, avant d'être jetée impitoyablement dans la tombe! A chaque page elle vous dira : C'est la Russie! Oui, la Russie qui emploie sans trêve ni merci et avec une opiniâtreté que rien n'ébranle ni ne déconcerte, à l'anéantissement de la Turquie, les mêmes procédés dont elle se servit pour tuer la Pologne.

On va voir quels furent ces procédés.

IV

Au commencement du dix-septième siècle, la Pologne était dominée par la noblesse, qui avait usurpé tous les droits. Seule, celle-ci nommait les Diètes, qui se composaient exclusivement de membres pris dans son sein, et, après la mort du dernier des Jagellons, elle changea la forme du gouvernement : la monarchie fit place à la république. Ce fut une des grandes causes de ses malheurs. A chaque élection du chef suprême, qui pouvait être pris à l'étranger, le pays était livré à toutes les cabales auxquelles les puissances voisines, et surtout la Russie, prenaient une part des plus actives en faveur de leur candidat. La Pologne fut bientôt livrée à une dévorante anarchie.

C'est vers cette époque que les Moscovites commencèrent à faire sentir leur puissance, et, se mêlant aux Cosaques et aux Tartares, qu'ils excitaient, ils envahirent la Pologne, qu'ils ravagèrent souvent. La révolte y prit le nom de *confédération*, et, par suite d'un abus qui s'était introduit dans les Diètes, aucune mesure ne pouvait être prise qu'à l'unanimité des voix. La conséquence de ce *liberum veto* fut de paralyser

d'une manière absolue les plus urgentes réformes de la république.

Mais la puissance moscovite grandissait de plus en plus par la faute d'une politique funeste, à laquelle elle n'était pas étrangère et qui poussait la Pologne, la Turquie et la Suède à se faire de fréquentes guerres qui ne pouvaient leur être finalement que désastreuses. C'est par leur affaiblissement successif qu'elle s'éleva au premier rang et put se livrer envers elles à l'insatiable ambition qui, aujourd'hui et depuis longtemps, menace tout à la fois les plus grands intérêts de l'Occident et de l'Orient. Ce fut principalement la bataille de Poltava, où, dix contre un, elle écrasa la Suède par l'irréparable déroute de Charles XII, qui lui donna une supériorité marquée sur ces trois États, qui ne comprirent pas assez tôt que leur salut contre cet ennemi naturel et implacable, le plus redoutable de tous, était dans l'accord de leurs vues et de leur conduite. C'était la politique de la Sublime Porte au temps de Soliman II, qui recommandait à son fils Selim II de vivre en paix avec le fils du vieux Sigismond.

La Pologne, qui ne devait plus retrouver l'occasion de porter, par la vaillance d'Étienne Bathory, un coup mortel à la puissance *des czars*, occasion qu'Ivan IV, le premier qui prit ce titre, lui fit manquer par l'intercession du saint-siége, à qui ce prince promit de s'unir à l'Église romaine, la Pologne, disons-nous, fut sa première victime. Pour mieux arriver à ses fins, d'un côté, comme nous venons de le dire, la Moscovie excitait contre elle les Cosaques et les Tartares, en attendant qu'elle pût les soumettre à sa domination de fer ; et, de l'autre, elle ne cessait pas de dénoncer la république à l'Europe comme un pays perdu par tous les désordres, et de l'amoindrir dans toutes ses ressources par des guerres impitoyables, des usurpations successives et des traités ruineux pour son territoire, ses finances et sa considération.

Cependant la Pologne sentait le besoin de se régénérer,

et elle fit souvent des efforts sérieux et héroïques pour y parvenir. Mais déjà les Moscovites avaient leur plan tracé, et la constitution de ce malheureux État étant placée, par le droit du plus fort, sous la *garantie* des czars, lorsque la république voulut la réformer et la débarrasser de ses vices, et surtout du *liberum veto*, Pierre Ier le fit ériger en loi, ce qui était un moyen infaillible de perpétuer l'anarchie qui rongeait ce pays.

V

Nous arrivons à la période la plus décisive et la plus triste de l'histoire de la Pologne, car les troupes de Pierre Ier ne quittent plus la république, si ce n'est lorsque la Sublime Porte fait la guerre à la Russie. Mais elles y reviennent, et c'est le czar qui fixe le chiffre de l'armée et du budget de la Pologne.

Pierre Ier avait jeté un regard audacieux et profond sur l'avenir, et il savait que pour assurer le succès de ses vastes desseins il lui fallait le puissant concours de la religion. Professant le culte de la religion grecque, il créa une Église nationale, qu'il rendit indépendante du Patriarcat de Constantinople, et il s'en fit le chef en instituant un synode qu'il soumit aux ordres absolus des czars, qui sont le seul article de foi, le seul catéchisme de la *sainte* Russie.

La Pologne avait *des dissidents*, c'est-à-dire des protestants et des Grecs appartenant à l'Église d'Orient. Se conformant aux grandes vues de Pierre Ier, Catherine II s'en déclara la protectrice, par simple amour de l'humanité et de la charité chrétienne, disait-elle. Les dissidents et les Grecs non-unis étaient les ennemis acharnés de la république, qui, pour cette raison majeure, leur refusait les droits politiques dont ils se seraient servis contre elle sous l'excessive influence

de la puissance *garante*. D'ailleurs, ils jouissaient pleinement de la liberté religieuse, ainsi que l'attestaient les lois du pays et surtout les décisions du corps des évêques catholiques de 1766, décisions qui ressemblaient beaucoup aux sages et libérales stipulations du *hatti-humayoum* de la Sublime Porte de 1856. Du reste, les choses se passaient ainsi en Angleterre, en Hollande et dans d'autres pays protestants, où les catholiques n'avaient pas de droits politiques. Mais Catherine II voulut qu'il en fût autrement en Pologne; elle voulut l'égalité complète pour *ses protégés ;* elle voulut notamment qu'ils entrassent dans les Diètes, où, en vertu du *liberum veto,* une seule voix opposante faisait rejeter toute bonne mesure.

Le roi Stanislas-Auguste, qui devait son élection à l'impératrice, ayant été avisé par le prince Repnin, de la part de sa souveraine, *que les armées russes allaient exercer en Pologne tout le pouvoir de l'épée si la Diète n'admettait pas les dissidents à la législation* , l'infortuné monarque lui en montra tous les dangers dans une lettre du 5 octobre 1766, qui était empreinte des sentiments les plus nobles et les plus touchants :

« Soupçonné, dès l'instant de mon élection, d'intelligence
« secrète avec vous, madame, sur le chapitre des dissidents,
« calomnié à outrance à ce sujet par les malintentionnés;
« quelle sera l'opinion publique de la nation, quand elle
« verra vos troupes exiger dans cette même matière des
« choses qu'elle abhorre, et que l'on m'a toujours opposées
« comme le terme véritable et fatal auquel aboutiraient pour-
« tant les projets de *simple tolérance* que je leur ai proposés,
« et par ma propre conviction et de concert avec Votre Ma-
« jesté impériale?... Il faut que je m'oppose à vos coups ou
« que je trahisse ma nation et mon devoir. Vous ne m'au-
« riez pas voulu roi si j'étais capable de cette trahison. »

A ces patriotiques et honnêtes pensées, à ces accents d'une émotion si grande, l'orgueilleuse Catherine répondit, le

17 octobre, avec une sécheresse de cœur fermé à tout sentiment de justice et d'équité et une astuce aussi dégradante qu'hypocrite :

..... « Mon amitié pour Votre Majesté et pour la républi-
« que est trop pure et trop désintéressée pour que je balance
« jamais à vous faire connaître ma façon de penser..... Le
« seul motif qui me guide, c'est l'envie de faire le bien pour
« le bien, sans autres vues que votre tranquillité person-
« nelle et le salut de votre État..... Je ne saurais finir sans
« témoigner à Votre Majesté mon étonnement de ce qu'on
« parle toujours chez vous de *simple tolérance*..... En vérité,
« il était besoin que je vinsse au secours des dissidents pour
« leur assurer un traitement aussi avantageux..... Mes armes
« ne seront jamais dirigées contre ceux à qui je veux du
« bien, comme je ne les retiendrai point quand je croirai
« que l'usage pourra leur être utile. Telle est ma façon de
« penser, que rien ne peut altérer ni faire changer. Elle a
« son principe dans un intérêt qui ne se démentira jamais
« pour le bien de la république. »

VI

Mais déjà la félonne et ambitieuse Catherine, par son libéralisme de contrebande, par ses habiles calomnies, par ses incessantes machinations, avait ameuté contre la Pologne, en faveur des dissidents, les cours de Prusse, de Danemark et d'Angleterre, les hommes d'État, les publicistes, les philosophes, les savants, les poëtes, en un mot toute l'Europe éclairée; et le cabinet britannique, ainsi qu'on le voit par sa déclaration du 3 novembre 1766, se montrait un des plus ardents à soutenir les iniques prétentions de la Russie, qui, il est vrai, *avait maintes fois affirmé à toutes les puissances qu'elle n'entendait ni ne voulait s'emparer d'un seul pouce de terrain de la Pologne*. Cette affirmation se trouve d'ailleurs dans un acte officiel de 1764, dans lequel M. le comte de Keyserling et le prince Repnin, parlant au nom de Catherine II, déclarent à la république « qu'en prenant le titre « d'impératrice de toutes les Russies, elle n'a aucunement « la pensée de s'arroger aucun droit, soit pour elle-même, « soit pour ses successeurs, soit pour son empire, sur les « pays et terres qui appartiennent à la Pologne et au grand-« duché de Lithuanie, et qu'elle promet de la protéger contre « quiconque tenterait de la troubler. »

Qu'on remarque bien que cette déclaration est du mois de mai 1764: et pourtant Catherine, dès le mois d'avril de la

même année, avait signé avec la Prusse un traité dont une clause secrète stipulait que les deux puissances s'engageaient, « par tous les moyens possibles, à empêcher toute « réforme en Pologne. »

Aussi, M. Wroughton, ministre britannique à Varsovie, voyant enfin clair dans la politique des cabinets de Saint-Pétersbourg et de Berlin, écrivait à son gouvernement, le 27 octobre 1766 : « que la religion, c'est-à-dire la question « des dissidents, n'était pour eux qu'un prétexte, et que leur « but unique était de s'opposer à tout ce qui tendrait à éta-« blir en Pologne un bon gouvernement. »

A ce régime imposé par la force, la Pologne ne pouvait pas durer longtemps encore, et, conformément à la clause secrète, les troupes russes et prussiennes envahirent la Pologne. Il fallait qu'elle succombât, et le premier partage auquel l'Autriche finit par consentir, et qui avait été préparé de longue main, avec la plus insigne perfidie et au mépris des droits les plus saints et les plus sacrés des nations, eut lieu en 1772, le second en 1793, et le troisième en 1795.

Voici en quels termes odieusement hypocrites Catherine II, s'adressant par son gouvernement au roi de Pologne, Poniatowski, son ancien amant, essaya de justifier le premier partage :

« C'est un acte de générosité que, de concert avec les deux « puissances voisines de la Pologne, la cour de Russie se « prête à mettre fin à l'anarchie qui désole cette nation, à lui « assurer une existence mieux réglée, plus heureuse et plus « tranquille. Après la perte irréparable en hommes et en ar-« gent que lui cause une guerre injuste dont les Polonais « sont seuls les instigateurs, il doit paraître bien modéré « que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies se borne « à n'exercer que des droits aussi incontestables que les « siens, et à se procurer la réparation de dommages que « jamais un État ne peut refuser à l'autre, et qu'ici rien ne « soit aggravé par la vengeance la plus juste. »

Devant ce crime, dont l'énormité trouble et inquiète encore la conscience humaine, l'Europe, qui devait tant en souffrir dans tous ses intérêts autant que pour sa sécurité, l'Europe resta impassible. Aujourd'hui et depuis lors elle regrette sa lâcheté ou son imprévoyance. C'était pour elle une grande et utile barrière qui tombait, et aux préoccupations que la Russie et la Prusse lui donnent, surtout en ce moment, on peut juger de l'immense et peut-être irréparable tort qu'elle se fit en n'empêchant pas le partage de la Pologne, un des plus grands crimes de l'humanité.

La seconde barrière, nous l'avons déjà dit, c'est la Turquie. L'Europe attendra-t-elle qu'elle disparaisse à son tour, afin d'être plus facilement livrée aux insatiables convoitises de ces deux États ? On vient de voir par le rapide exposé qui précède, comment la Russie s'y prit pour anéantir la Pologne. Ainsi que nous l'avons promis, il nous sera facile de montrer qu'elle n'a jamais cessé de tenir la même conduite à l'égard de l'empire ottoman. Le but étant le même, c'est à l'Europe d'examiner très-sérieusement si elle veut que celui-ci soit encore atteint, ce qui serait pour elle un bien plus grand malheur que la destruction de la Pologne, qui ne donna lieu à aucune guerre, tandis que le partage de la Turquie couvrirait l'Occident et l'Orient de luttes acharnées et sans fin, qui n'enfanteraient que d'immenses ruines au milieu desquelles tous les grands intérêts de la civilisation périraient infailliblement, car la prédiction de Napoléon Ier s'accomplirait : l'*Europe deviendrait Cosaque!*

VII

On a vu précédemment qu'un des plus grands rois de Pologne, Étienne Bathory, sans l'intercession fatale du saint-siége, qui a eu si souvent la douloureuse occasion de s'en repentir, eût sans doute frappé la puissance naissante des Moscovites de façon à empêcher son développement ultérieur.

On a vu aussi que cette puissance ne prit un grand essor et n'acquit sa prépondérance sur la Pologne, la Turquie et la Suède qu'après l'immense victoire remportée à Poltava par Pierre Ier sur Charles XII, qui commandait en personne l'armée suédoise.

Ce grand et malheureux événement eut lieu le 8 juillet 1709, et il dépendit du grand vizir Mehemet-Baltadji-Pacha de prévenir les funestes conséquences qu'il devait avoir en peu d'années. Il y a pour les États, comme pour les individus, des moments décisifs. Si on les laisse échapper, on ne les retrouve plus.

Charles XII, vaincu, s'était réfugié en Turquie. Pierre Ier veut que le sultan Ahmet III lui refuse l'hospitalité. Ne pouvant l'obtenir, il se présente, deux ans après, sur le Pruth, en Moldavie, avec une armée de 120,000 hommes, encore enivrés du souvenir de Poltava.

Mehemet-Baltadji-Pacha fait ses diligences, se met à la tète d'une nombreuse et vaillante armée composée de Turcs, de Valaques, de Moldaves et de Tartares, et arrive devant le camp russe de Trembla, appelé depuis *la Vallée malheureuse*. Il traverse le Pruth, bat complétement l'ennemi, et manœuvre si habilement que Pierre Ier et son armée se trouvent pris comme dans un filet et dans l'impossibilité de fuir. Toutes les issues sont fermées. Jamais armée ne s'était vue dans une situation aussi critique, aussi périlleuse. Cette situation durait depuis trois jours.

« Et pendant ce temps, dit M. Villebois, familier de « Pierre Ier et commandant de ses escadres, il n'y eut ni « pain ni aucunes autres provisions de vivres dans l'armée. « La consternation y régnait, au point que les soldats, cou- « chés sur leurs armes, n'avaient plus la force de se lever. « Le czar, se voyant perdu sans ressource, ne pouvant même « attendre son salut d'une action désespérée, s'était retiré « dans sa tente, où, confus, découragé, accablé de douleur, « il se livrait à son abattement sans vouloir être vu ni parler « à personne. »

Dans ces conditions suprêmes de famine et d'impuissance absolue, dont l'exactitude est attestée par tous les historiens, *la Vallée malheureuse* devait être pour la Russie ce que fut Poltava pour la Suède. Bien plus, le résultat aurait pu en être la juste réparation, et devenir une garantie sérieuse de sécurité pour les États qui devaient être plus tard victimes de l'ambition moscovite.

Si la fortune de la Russie fut sauvée une première fois par l'influence d'un pape, elle allait être encore sauvée, dans des circonstances bien plus décisives, par une femme née esclave et dans la misère, en Livonie, par une femme qui fut la maîtresse d'un Mentchikoff avant d'être celle de Pierre Ier et ensuite sa femme, et qui devint Catherine Ire.

Dans l'état d'anéantissement moral où était le czar, il ne pouvait prendre nulle décision pour sortir de l'abîme où il

se trouvait. Catherine eut le sang-froid et l'audace nécessaires. Elle choisit d'habiles négociateurs, fit agir auprès des hommes qui avaient le plus d'influence sur l'esprit du grand vizir, et obtint un traité qui délivra l'armée russe et son chef, des vivres et toute facilité de rentrer en Russie.

Ce traité fut signé à Falczi sur le Pruth, le 21 juillet 1711, et un historien dit qu'il doit être considéré comme les fourches caudines de la Russie. Il n'en fut jamais de plus humiliant. Il stipula la restitution d'Azof, la démolition de Kamienska, de Samara, de Digham, dont les canons furent livrés à la Porte, la renonciation à toute immixtion dans les affaires des Cosaques Zaporogues, l'éloignement perpétuel de Constantinople de tout représentant russe, et la liberté pour le roi de Suède de retourner dans ses États et de négocier une paix séparée avec Pierre Ier.

On a prétendu que Mehemet-Baltadji-Pacha se laissa séduire par l'or et les présents de Catherine. Hammer le conteste formellement, et son autorité, qui a tant de poids en ce sujet, est loin d'être isolée. La Turquie était fatiguée et avait besoin de paix. C'est uniquement cette considération qui décida le grand vizir à accepter les conditions du czar. Il ne vit pas assez clair dans l'avenir, et en envisageant mal l'état des choses au moment où le traité du Pruth fut signé, on doit dire avec Hammer, que nous venons de citer, que si ce traité fut humiliant pour la Russie, il fut bien plus contraire aux intérêts et à la gloire de la Porte. Mehemet-Baltadji-Pacha n'était pas homme d'État, et il le fit bien voir par sa réponse à Charles XII, qui était irrité de ce que le czar n'avait pas été amené captif à Constantinople : « Et qui « donc aurait gouverné son peuple en son absence? » Mot naïf, plus naïf que profond.

Il est évident que, dans cette occasion que personne n'aura plus, Mehemet-Baltadji-Pacha pouvait couper pour toujours les ailes à l'aigle moscovite, qui, dans ses serres sauvages, devait broyer tant de peuples et les asservir; il ne le

fit pas, et par cela même il assuma une lourde responsabilité vis-à-vis de son pays et de l'Europe ; car la Russie, bien plus que le prince Schwartzenberg, devait étonner le monde par son ingratitude.

Soixante ans après ces événements, l'irréparable faute de Mehemet-Baltadji-Pacha se montra avec ses dangereuses conséquences. La situation de la Turquie n'était plus la même, et lorsque dans l'une des conférences tenues à Bucharest pour s'entendre sur les conditions de la paix que la Porte demandait, le ministre des affaires étrangères, Abdul-risak, plénipotentiaire ottoman, dit à Obreskoff, plénipotentiaire russe : « Quand votre czar Pierre était réduit, pour « vivre, à manger des écorces d'arbre dans la forêt où il « était enfermé avec son armée, la Porte s'abstint de le « mettre à mort et de le prendre vivant, se contentant de la « restitution d'Azof, » il n'obtint qu'un sourire moqueur. Triomphante alors, la Russie fut sans pitié, comme on le verra plus loin.

VIII

En matière de traités, la loyauté des États n'est pas chose commune, et lorsque les engagements sont onéreux, ils cherchent à s'en affranchir dès qu'ils le peuvent. Il est cependant d'honorables exceptions, mais elles ne concernent point la Russie, où la bonne foi politique n'a jamais existé. Sa culture y est inconnue et le sol la repousse. On prétend que les Persans sont menteurs. Et les Russes donc! ne le sont-ils pas cent fois plus? La perfidie, chacun le sait, est leur élément naturel, et il ne faut pas s'étonner que Pierre Ier, à peine libre, s'ingéniât à s'affranchir des stipulations du traité du Pruth. Si la sincérité lui était étrangère, il excellait dans les intrigues les plus raffinées, et, mettant en jeu toutes les facultés de son esprit si fertile en fourberies, toutes les séductions dont il disposait, il obtint bientôt par le traité de Constantinople (1712) et par le traité d'Andrinople (1713), cette fois sous la médiation de l'ambassadeur anglais Sulton et du résident de Hollande Colier, d'importantes modifications.

La durée de ce dernier traité fut fixée à vingt-cinq ans; mais, en 1719, Daskow se rendit à Constantinople pour y reprendre les menées moscovites en prétextant le renouvellement à perpétuité du traité du Pruth, déjà bien changé et

qui allait l'être encore, malgré les efforts de Stanyan, successeur de Sulton, qui avait dévoilé à la Porte les intelligences que la Russie venait d'établir avec les Grecs pour des vues ultérieures de soulèvement. Daskow obtint, en effet, la suppression du tribut que la Russie payait au khan de Crimée, placée sous la suzeraineté de la Turquie depuis 1475, la faculté pour le czar d'avoir un résident à Constantinople, et une clause portant que les armées des parties contractantes pourraient occuper simultanément la Pologne, dans le cas où le maintien de ses droits et de sa Constitution l'exigerait : clause funeste qui témoignait des futurs desseins de la Russie à l'égard de la Pologne, vouée déjà par les czars au sort que l'on connaît; elle témoignait aussi que la vue de Pierre Ier sur l'avenir était plus pénétrante que celle du sultan Ahmet III. Ce traité porte la date de Constantinople, 16 novembre 1720.

Fier de ces succès dont son ambition était loin cependant d'être satisfaite, l'autocrate y puisa l'audace qui convenait à ses grandes convoitises, et, plus résolu désormais dans la voie agressive et d'envahissement où il était entré, il porta son action dans le Caucase, placé sous la protection de la Porte, dans la mer Caspienne, dans plusieurs autres parties de la Perse, et voulut se poser en médiateur entre cette puissance et la Turquie, qui étaient en lutte.

Le divan impérial, ne pouvant acquiescer à ces actes et à ces prétentions, avait résolu d'y répondre par les armes. Il en fut empêché par les instantes représentations de M. Bonnac, ambassadeur de France, qui lui conseilla les moyens de conciliation, et le 24 juin 1724 la Turquie dut consentir à un traité de partage entre elle et la Russie des provinces du nord-est de la Perse. Un écrivain dit qu'en s'emparant des dépouilles du schah, *son allié*, le gouvernement russe semblait préluder à la grande iniquité consommée plus tard sur la Pologne. Par ce traité, comme par celui de 1720, le czar plantait en effet les jalons sur la route qui devait con-

duire la Russie à l'accomplissement de cette iniquité et au fameux traité de Kainardji, qui devait mettre à sa merci, pour ainsi dire, l'empire ottoman jusqu'au traité de Paris 1856.

IX

Pierre Ier mourut, en 1725, d'une maladie honteuse, mais il légua à ses héritiers la carte des conquêtes à faire par la Russie, depuis la Suède jusqu'à la mer Caspienne, au préjudice de tant de nations, et notamment de la Turquie, dont l'existence empêche les czars de se ruer sur l'Europe par les détroits du Bosphore et des Dardanelles, qu'ils ont la franchise cynique de considérer comme les clefs de leur empire. Les intrigues russes furent incessantes dans les diverses parties de la Turquie, où la Porte eut à réprimer des mouvements séditieux. Elle en vint à bout, et puisque cette époque vit la fin du règne du sultan Ahmet III, qui dura vingt-sept ans, il est juste de dire qu'il fut un des plus glorieux de l'histoire ottomane.

Nous sommes en 1736 : l'impératrice Anne est sur le trône. La Russie, sans l'ombre d'un prétexte, engage de nouveau les hostilités contre la Porte par le siége d'Azof rendu à la Turquie par le traité du Pruth, et elle s'en empare. Le divan impérial dénonce cette violation des conventions et du droit public aux puissances maritimes de l'Europe ; mais déjà les Russes avaient envahi la Crimée, qu'ils ne quittèrent qu'après l'avoir mise à feu et à sang, ce qu'ils feront plus d'une fois.

Les puissances maritimes proposèrent leur médiation à la Porte, qui l'accepta. M. Talman, internonce d'Autriche, fut un des premiers à offrir celle de son gouvernement, qui, sans que la Turquie lui en eût donné le moindre motif, avait déjà fait un traité d'alliance avec la Russie. L'Autriche, dont la conduite, en cette occasion, a été jugée sévèrement par tous les historiens, commença ses attaques en même temps que la Russie. On verra tout à l'heure qu'elle en fut cruellement punie.

Cependant l'action diplomatique des puissances avait été vive et persistante, et elle obtint que des conférences eussent lieu à Niemirow, en Pologne. La première se tint le 16 août 1736 pour l'échange des pouvoirs, et le 19 les plénipotentiaires russes firent les quatre demandes suivantes, qui n'étonnèrent pas moins les plénipotentiaires autrichiens que les plénipotentiaires ottomans :

1° L'abrogation de tous les traités antérieurs à celui qui allait se conclure ;

2° La cession du Kouban et de tous les Tartares à la Russie ;

3° La reconnaissance de la Moldavie et de la Valachie comme principautés indépendantes sous le protectorat de la Russie ;

4° La libre navigation sur la mer Noire, le Bosphore, les Dardanelles et la Méditerranée.

Voilà bien la preuve irrécusable que les calculs et les roueries de la Russie envers la Turquie datent de loin.

En présence de prétentions aussi excessives et qui sont le point de départ d'une politique qui s'est continuée jusqu'à ce moment avec toutes les nuances que comporte la diversité des situations, les plénipotentiaires turcs firent entendre un langage d'une élévation remarquable : « Les demandes des « cours, dirent-ils, doivent se fonder sur les lois religieuses « ou sur la raison ; mais votre conduite est aussi contraire à « l'Évangile qu'au droit des gens. »

Quoique surpris et péniblement désappointé, car il avait espéré que la Moldavie et la Valachie seraient réunies à l'empire d'Allemagne, Charles VI resta fidèle à son alliance avec la Russie; mais M. de Villeneuve, un des meilleurs ambassadeurs qu'ait eus la France en Orient, s'inspirant plus que jamais des traditions séculaires de son pays à l'égard de la Turquie, comprit vite le danger pour l'Orient et l'Occident des demandes russes, et conseilla à la Porte de les rejeter, lui promettant la médiation active et énergique de son gouvernement dirigé par le cardinal Fleury, sous Louis XV.

Les opérations militaires continuèrent longtemps de part et d'autre; mais les Turcs finirent par écraser les Autrichiens en Serbie et en Bosnie. Malheureusement ils n'eurent pas de succès aussi grands contre les Russes sur les autres théâtres de la guerre. La Porte, laissée seule par l'inepte indifférence de l'Europe, qui se préparait ainsi pour l'avenir de grandes difficultés, dut songer à la paix, et, grâce aux efforts intelligents et vigoureux de M. de Villeneuve, qui trouva un ferme appui dans la vaillante solidité des armées du sultan, un traité fut signé à Belgrade, le 18 septembre 1739, sous la garantie de la France. Cette paix fut pour la Turquie une des plus honorables, pour l'Autriche une des plus humiliantes, et pour la Russie une des moins avantageuses : elle évacua les Principautés moldo-valaques, garda Azof et obtint l'indépendance des deux Kabartaïs, qu'elle s'incorporera plus tard. Elle procédera de la sorte pour la Crimée; et si, à Niemirow, elle demanda l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie, c'était dans le but de s'en emparer ensuite. C'est par ce traité de 1739 qu'elle inaugura son système d'usurpations si adroitement dissimulé sous le masque d'un libéralisme d'emprunt, et ce serait une bien grande naïveté de penser qu'elle a renoncé à l'appliquer à ces deux principautés. Elle n'a jamais autorisé personne à croire qu'elle pouvait renoncer à une seule

de ses ambitions. Elle sait attendre, et profite toujours des étourderies ou des vaines spéculations des puissances de l'Europe.

Mais en gardant Azof, la Russie avait promis de démanteler cette place. Incapable de se départir de ses principes de déloyauté, elle ne tint sa promesse qu'en 1741, dans l'espoir de faire naître un cas de guerre de ce retard calculé. Puis, voulant témoigner de son respect pour l'indépendance des deux Kabartaïs, elle y fit construire des forteresses et y joua son jeu habituel. Une de ses grandes finesses consiste à violer les traités en accusant les autres de le faire. Elle ne laissait pas un moment de repos à la Porte, et quand tout prétexte de guerre lui manquait, elle lui suscitait la Perse, et l'obligeait à s'affaiblir de plus en plus. Elle ne négligeait pas non plus les insurrections dans l'empire ottoman. C'est un des grands moyens qu'elle ne cessera pas d'employer pour la réalisation de ses vues.

Jusqu'alors, la Prusse n'avait pas eu de traité avec la Turquie; elle en obtint un en 1761, après des démarches et des négociations qui durèrent longtemps. Nous signalons ce fait, parce qu'il aura son importance dans les événements qui vont suivre.

X

C'est en faisant assassiner Pierre III, son époux, par ses amants, que Catherine II monta sur le trône, et avec elle y montèrent toutes les passions, toutes les ambitions qui devaient être si fatales à la Turquie.

Pendant que ses émissaires poussaient l'Égypte, l'Arabie, l'île de Chypre à se soulever, ses troupes entraient en Pologne pour y soutenir la cause des *dissidents*, ce qui n'était pas précisément conforme au traité de 1729.

La Porte adressa de justes réclamations au résident russe, qui lui répondit que son gouvernement n'obéissait qu'à son devoir en défendant *la liberté des opprimés*.

La Prusse, dont les troupes avaient pénétré également en Pologne, par suite d'un traité secret avec la Russie dont il a été parlé précédemment, venait par cela même d'entrer en scène pour prendre sa part d'action dans les affaires d'Orient.

Les conférences eurent lieu, et la Porte y plaida chaudement la cause de l'indépendance de la Pologne devant les représentants de Russie et de Prusse, qui lui objectèrent très-sérieusement qu'en envahissant son territoire on n'avait eu aucunement l'intention d'attenter à sa liberté, mais bien de se prémunir contre les menées de la France en

Pologne et en Crimée. C'est ainsi que l'empereur Nicolas devait agir, en 1854, dans les Principautés moldo-valaques, qu'il fit occuper *à titre de gage*, ce qui prouve que la Russie est riche en expédients de cette nature.

On négocia, et l'on ne s'entendit pas ; mais Catherine II mit le temps à profit pour se donner libre carrière dans ses vastes desseins. Du reste, elle en déguisa peu la pensée, tout en s'attachant à la couvrir de l'apparence d'une question d'humanité et de civilisation. Elle ne voulait, disait-elle, que la délivrance des populations chrétiennes qui gémissaient sous le joug de l'islamisme, et, pour assurer le succès des plans qu'elle méditait, elle ne négligea aucun effort afin d'y associer l'opinion publique. C'était peu de se poser en esprit libéral, en philosophe, en apôtre du progrès, elle entra en correspondance avec les écrivains le plus en renom, avec les encyclopédistes, avec Voltaire lui-même. Elle ne cessa pas de réclamer leurs suffrages et leur appui pour sa *sainte mission*, qui consistait à exterminer, pour se mettre à sa place, le peuple musulman, qu'elle disait *barbare* parce qu'il prie et adore sincèrement Dieu autrement que les chrétiens. C'était Messaline qui faisait une nouvelle croisade, pour la plus grande gloire du ciel et de la terre. Elle se trouva à merveille de ce stratagème. Aussi ses successeurs l'emploieront-ils avec le même succès toutes les fois qu'ils voudront amoindrir l'empire ottoman au profit de la Russie et au grand détriment de tous les intérêts de l'Orient et de l'Occident, vérité qu'il ne faut jamais se lasser de dire.

XI

En 1769, la situation de l'empire ottoman était des plus graves, et comme durant tout l'hiver de cette année la czarine avait fait de grands préparatifs pour l'attaquer, au printemps, dans le Caucase, en Circassie, en Crimée, en Bessarabie, Moldavie et Valachie, la Porte, qui, à l'instigation de la France, allait soutenir une grande guerre pour la défense des droits et de l'indépendance de la Pologne, à qui l'Europe refusait ses sympathies pour les accorder à la Russie, la Porte s'efforça d'empêcher l'Autriche de se tourner cette fois contre elle; elle se montra accommodante sur toutes les affaires en litige, et lui proposa un traité de subsides, qui fut accepté.

La lutte commença avec un grand acharnement, et tandis que les succès et les revers se balançaient de part et d'autre, le cabinet de Saint-Pétersbourg aggrava l'état de la Turquie en envoyant des officiers, des munitions, de l'artillerie et de l'argent au Montenegro, qui se souleva. La Turquie eut donc à se défendre simultanément à l'ouest, à l'est et au nord.

Mais bientôt le cercle des opérations s'agrandit encore : une flotte russe, partie de la Baltique, était arrivée dans l'archipel ottoman sans causer la moindre émotion à l'Eu-

rope, qui accueillit même avec une bienveillance fort encourageante cette entreprise aussi hardie que nouvelle. L'Angleterre alla plus loin : elle poussa sa connivence jusqu'à lui prêter ses meilleurs marins. On sait que cette expédition était commandée par le contre-amiral anglais Elphinston, ayant sous ses ordres Alexis Orloff.

Des troupes de terre, des armes, des munitions, furent débarquées en Morée, et Orloff adressa un manifeste à tous les Grecs, pour les appeler à défendre, disait-il, leur foi et la liberté de leurs frères. C'est un refrain que, dans le cours des années et des événements, on aura l'occasion d'entendre souvent. Pour être toujours le même, l'artifice n'en réussira pas moins sur la candeur publique. La Morée suivit l'exemple du Montenegro et devint le théâtre d'affreuses conflagrations qui ne furent pas moins funestes aux chrétiens qu'ux musulmans. Elles engendrèrent entre ces deux races les haines qui se continueront jusqu'à la grande explosion de la révolution grecque, en 1821. En les voyant si vivaces et si tenaces, en songeant surtout qu'elle saura les conserver telles en toute occurrence, la Russie dut être bien joyeuse, bien satisfaite de son œuvre; mais elle le fut encore davantage lorsque, le 5 juillet 1770, Elphinston brûla la flotte ottomane à Tchesmé, près de Chio.

Ce désastre, qui devait se renouveler à Navarin, en 1827, eut une large part à la funeste paix qui fut signée à Kaïnardji quatre ans plus tard. Cependant, les troupes russes furent battues en Morée dans toutes les rencontres, et obligées de se rembarquer. Sourd aux supplications de la population chrétienne qui lui demandait de ne pas la laisser sans défense en présence de l'armée turque, Orloff donna sans regret ni souci à la flotte russe l'ordre de quitter Tchesmé pour aller forcer le passage du détroit des Dardanelles et se présenter devant Constantinople, où il voulait dicter la loi. Mais le colonel français Tott, attaché militaire à l'ambassade de France, organisa sur-le-champ une résis-

tance si efficace, que l'amiral russe et le contre-amiral anglais virent leurs efforts frappés d'impuissance. Ce fait devait être reproduit en 1807 par le général Sébastiani, alors ambassadeur de France, plus tard maréchal et ministre, quand une escadre anglaise parut devant Constantinople pour l'attaquer.

Malgré cet échec et bien d'autres d'une égale importance, la Russie se crut victorieuse. Mais, fatiguée des énormes sacrifices que cette longue guerre lui imposait, elle manifesta l'intention de traiter de la paix, persuadée que, dans l'état où les affaires de la Turquie se trouvaient, la Porte accepterait ses conditions. On nomma des plénipotentiaires, qui furent, pour la Russie, le comte Orloff et le comte Romanow; pour la Turquie, Abdulrisak-Efendi, ministre des affaires étrangères, et Mehemet-Chaïr-Efendi, chancelier du divan. On se réunit à Bucharest, et comme les prétentions des plénipotentiaires russes étaient plus exorbitantes encore que celles émises à Niémirow, en 1736, elles furent rejetées. La Russie demandait :

1° L'indépendance des Tartares, la cession de Kertch et de Yénikalé ;

2° La liberté pour elle de la navigation sur la mer Noire et dans l'Archipel pour les bâtiments de guerre et de commerce ;

3° La remise aux Tartares des places fortes de Crimée ;

4° L'abandon à son profit de Kilbrun et la destruction des ouvrages d'Okzakow, places que la France et l'Angleterre devaient attaquer et réduire en 1855 ;

5° L'installation de Grégoire Ghika en qualité d'hospodar héréditaire de Valachie, à la condition d'un tribut à payer, tous les trois ans, à la Porte ;

6° Le titre de padischah pour le czar et la prééminence de rang accordée à ses ambassadeurs dans les audiences ;

7° Le droit de protéger dans l'empire ottoman les populations appartenant à l'Église grecque.

La Russie entendait abuser largement de la fortune de ses armes. Ses prétentions étaient connues de l'Europe, qui s'en affecta très-médiocrement. Néanmoins, les puissances offrirent, non pas un concours matériel et efficace, mais la puérilité inoffensive de leurs conseils, dont la Russie ne pouvait prendre aucun ombrage, et l'on vit alors une formidable lutte d'influences diplomatiques, qui s'était déjà produite quelque temps auparavant. La justice, l'équité, l'intérêt des peuples, leur avenir, l'équilibre des États, n'y entraient pour rien. A l'exception de la France, restée fidèle à ses traditions de loyauté envers la Turquie, et dont le représentant, M. de Saint-Priest, se montra le digne émule de M. de Villeneuve, chaque puissance n'écouta, en ces graves conjonctures, que les excitations malsaines de sa vanité ou de son ambition. Toutes se décriaient les unes les autres.

L'Angleterre voulut agir seule, et le rôle d'Elphinston à Tchesmé n'était pas de nature à faire agréer facilement ses services par la Porte.

L'Autriche marcha un instant d'accord avec la France. Puis, oubliant son traité de subsides avec la Turquie, elle s'en sépara pour s'unir à la Prusse qui lui avait proposé, en 1771, une forte part dans le partage de la Pologne, qui s'effectua quelque temps après, tandis que la Russie lui offrait, de son côté, le partage de l'empire ottoman.

Quelle que fût l'activité de ces diverses médiations, Catherine II avait déjà arrêté dans son esprit opiniâtre l'irrévocable résolution de n'en accepter aucune, malgré l'accord qu'elle avait établi avec les cabinets de Vienne et de Berlin, auxquels elle daigna accorder pour la forme seulement l'honneur de voix consultative lorsque leurs représentants, M. Thugut et M. Zegelin, se rendirent aux conférences de Bucharest.

A partir de cette époque jusqu'en 1856, le gouvernement

russe n'admettra plus de médiation dans le règlement de ses affaires avec la Porte.

Après le refus de la Porte d'accepter les propositions de le Russie, le guerre devint plus acharnée que jamais, et il n'y eut point une seule province de l'empire ottoman où les innombrables émissaires du gouvernement russe ne parvinrent, par l'or et les intrigues, à fomenter des troubles graves.

Les campagnes se succédaient, l'ennemi semait la ruine et la désolation partout où il passait; mais le courage des armées ottomanes le lui fit payer cher plus d'une fois. Il le força même à lever assez honteusement le siége de Silistrie, ce qui devait se reproduire en 1854.

Cependant cette guerre sans trêve, ni pitié, ni merci, durait depuis six ans. Si la valeur des armées du sultan était toujours la même, il n'en était pas ainsi des ressources de son empire. N'étant soutenue que par des négociations vaines et dérisoires, la Porte dut accepter les implacables exigences de la Russie, et elle signa, le 17 juillet 1774, le trop funeste traité de Kaïnardji, qui mit l'empire ottoman, ainsi que nous l'avons déjà dit, presque à la discrétion du gouvernement russe, par les conditions les plus onéreuses et les plus spoliatrices. C'est avec raison qu'un historien de grande compétence a dit que ce traité contenait en germe celui qui fut signé plus tard à Andrinople, et dont il sera parlé plus loin.

Toutes les stipulations léonines que la Porte avait refusé d'admettre dans les conférences de Bucharest figurèrent dans le traité de Kaïnardji, qui assura, en effet, à la Russie la libre navigation des mers ottomanes, y compris le détroit des Dardanelles, et lui donna Taganrog, Kertch, Kinbrun et Azof, si longtemps convoité par les czars. Il avança ses frontières jusqu'au Bug, lui prépara la conquête de la Crimée, qu'elle devait consommer dans peu d'années, en obtenant son indépendance, lui acquit une souveraineté de fait

sur les deux Kabartaïs, de grands avantages pour son commerce, le droit de veiller à la protection de la religion grecque et de ses églises en Turquie, enfin le protectorat de la Moldavie et de la Valachie, principautés qu'elle évacua cependant bien à contre-cœur, grâce aux bons et chaleureux offices de la France.

L'Europe, dans son aveuglement, laissa commettre cet attentat, qui inaugurait audacieusement la doctrine du démembrement de la Turquie, si contraire aux conditions d'existence et d'équilibre des États de l'Occident, doctrine que les czars se sont attachés à propager en tous lieux avec une persistance inouïe et sous les fausses apparences d'humanité et de civilisation si habilement exposées, qu'elles ont fini par tromper certains esprits parmi ceux-là même qui, par son triomphe définitif, heureusement impossible, verraient compromis, peut-être pour toujours, les intérêts et les idées dont ils s'efforcent d'assurer la marche et le développement pour la liberté et le bonheur des peuples.

Oui, l'Europe laissa faire avec une sorte de complicité morale, et elle en porta la peine jusqu'en 1856; mais la fortune de la Russie voulut encore, à cette époque, que la puissance de ses autocrates fût plutôt avertie de modérer ses convoitises que mise dans l'impossibilité de reprendre ses audaces.

Ce fut un tort immense et irréparable peut-être; mais par les événements que nous venons de faire passer sous les yeux de nos lecteurs, on doit être assuré déjà que la Russie ne demande l'indépendance des pays voisins de son territoire que pour s'en emparer : la Crimée, les deux Kabartaïs et tant d'autres provinces en portent bon témoignage, et il n'a point dépendu d'elle que la Moldavie et la Valachie n'eussent alors un pareil sort; mais pour les czars ce n'est qu'une partie remise, ce que certains Roumains et quelques-uns de leurs amis d'Occident sont assez fous ou assez aveugles pour ne pas comprendre.

Mais poursuivons notre étude afin de mettre mieux en lumière les divers éléments de notre thèse, qui, on doit se le rappeler, est celle-ci. La Russie veut tuer la Turquie à son profit par les mêmes procédés qu'elle employa pour tuer la Pologne!

XII

La Russie est donc en possession du droit qui, depuis longtemps, était l'objet constant de ses plus ardents désirs, afin d'arriver plus aisément à la réalisation de ses desseins : le droit de veiller à la protection des sujets chrétiens du sultan. C'est un coin qu'elle est parvenue à placer dans le cœur de la Turquie, et qu'elle enfoncera à coups lents ou redoublés, selon les circonstances, pour la faire éclater et s'en approprier les parties. C'est en protégeant les dissidents qu'elle obtint l'anéantissement de la Pologne; c'est en voulant protéger les chrétiens qu'elle cherchera à détruire l'empire ottoman. Elle a le même instrument, le même ressort, le même moyen de dissolution, et elle s'en servira avec une persistance et une habileté inouïes.

Si l'on veut bien se souvenir des faits que nous avons exposés précédemment, il sera facile de convenir que le parallèle peut être continué sans embarras : ambition dissimulée, libéralisme mensonger, protestations machiavéliques de désintéressement et d'amitié, système permanent de dénigrement et de calomnies, guerres incessantes et injustes, excitations continuelles aux soulèvements, usurpations de vastes contrées, tout est pareil ici et là pour les mêmes fins.

Et cependant les czars et les czarines diront sans cesse

que la Russie n'a pas l'ambition des conquêtes, qu'elle n'en veut pas faire, et qu'en toute occasion elle n'a eu et ne peut avoir en vue que les intérêts de la civilisation.

On sait que la Russie, qui, au commencement du dix-septième siècle, se composait du duché de Moscovie, peuplé de quelques millions d'habitants, occupe aujourd'hui la dixième partie du globe avec une population de 70 millions. N'est-ce pas là le témoignage le plus triomphant de l'immaculée franchise des czars et des czarines ? La Russie, cependant, n'a jamais eu un grand homme de guerre; Souwaroff lui-même n'en eut pas suffisamment l'ampleur ni le caractère. Si jamais elle en possède un, elle se rappellera ses ancêtres Attila, Gengis-Khan et Tamerlan, pour lancer ses hordes compactes et pillardes sur l'Europe, afin de la ravager et de la soumettre à sa sauvage domination; car il est bien prouvé maintenant, par les travaux consciencieux et profonds de MM. Duchenski, Viquesnel et Henri Martin, que les Moscovites sont Tartares et non Slaves. Du reste, la Russie ne le conteste pas absolument, la rusée : pour subjuguer l'Orient, elle se dit Tartare; pour subjuguer l'Occident, elle se dit Slave. Comme dans la fable, elle est, selon ses intérêts, oiseau ou souris.

Par cette courte digression, qui n'est pourtant pas tout à fait étrangère à notre sujet, nous avons un peu dévié de l'ordre chronologique des événements. Nous y rentrons et allons examiner ce qui suivit le traité de Kalnardji, qui aurait dû calmer les appétits voraces de Catherine II. Il n'en fut rien. Comme la czarine avait toujours en poupe le vent de l'Europe, elle ouvrit plus largement ses voiles pour marcher plus vite à son but. Se servant d'un manége qui lui avait réussi jusque-là, elle prétendit en 1778 que la Porte n'exécutait pas à son gré ce traité, et elle ralluma la guerre que la Turquie, peu remise encore de l'affaiblissement où les malheurs des dernières années l'avaient réduite, ne pouvait plus soutenir avec quelque chance de succès.

C'est encore la France seule qui prit souci de cette situation grave, et M. de Saint-Priest, par ordre de Louis XVI, monté sur le trône dans l'année où fut signé le traité de Kaïnardji, se plaça entre les nouvelles exigences de la Russie et les appréhensions de la Turquie. Ses bons et loyaux offices, qui ne furent pas aussi efficaces que la justice de la cause qu'il soutenait le voulait, amenèrent les deux parties à souscrire, le 21 mars 1779, une convention qui précisait les stipulations de ce traité dans le sens d'une extension passablement arbitraire.

La cour de Versailles avait pensé que ces nouvelles concessions procureraient à la Porte un repos qui lui était si nécessaire. Elle se trompa.

XIII

Catherine II était en trop bon chemin pour s'arrêter, et elle contracta avec Joseph II, empereur d'Allemagne, des engagements secrets pour le partage de la Turquie. La Russie revenait à son idée de 1771, et on verra dans le cours de notre étude qu'elle y reviendra souvent.

Dès que le gouvernement français eut connaissance de cet engagement, il fit remettre à la cour de Vienne, le 14 juin 1783, par M. Barthélemy, son chargé d'affaires *ad interim* en l'absence de M. de Breteuil, ambassadeur, une note portant invitation pressante de se concerter avec Louis XVI pour empêcher Catherine II de réunir à ses États la Crimée et le Kouban, dont l'indépendance était reconnue par le traité de Kaïnardji.

Voulant donner le change sur ses véritables intentions, Joseph II feignit de blâmer la conduite du cabinet de Saint-Pétersbourg; mais en répondant à la note française, il dit :

« Dans la supposition où, malgré tous les soins, la guerre « viendrait à s'allumer entre la Russie et la Turquie, il ne « saurait se permettre, dans des cas possibles, d'en abandonner les suites aux hasards des événements qui pour- « raient, de façon ou d'autre, lui devenir funestes, au moins « préjudiciables, etc. »

La cour de Versailles comprit ce que ce langage voulait

dissimuler, et elle se mit, pour l'associer à ses efforts, en relations avec la Prusse, qui avait tout intérêt à s'opposer à l'agrandissement de la Russie et de l'Autriche, qui, l'étreignant comme dans un étau, auraient étouffé ses aspirations vers l'avenir et rendu impossible son développement successif, dont le glorieux couronnement devait se faire dans la journée de Sadowa.

Tandis que le cabinet de Berlin prêtait une oreille attentive aux ouvertures de la France, la cour de Versailles adressa à l'Autriche une note qui doit être rangée parmi les plus belles pages de la diplomatie française. Il n'en a jamais été écrit de plus digne, de plus mémorable; elle résumait admirablement les traditions de la politique nationale en Orient, si bien suivies, on le sait, même par Louis XV, et qui allaient recevoir une nouvelle consécration par l'honnête et infortuné monarque qui, malgré ses grandes vertus, devait périr sur l'échafaud révolutionnaire le 21 janvier 1793. Nous ne résistons pas au plaisir, ou plutôt au devoir, d'en citer les principaux passages, qui sont la complète réfutation d'un travail de M. François Lenormant, paru dans *le Correspondant* du 10 octobre dernier, et dont la conclusion, très-erronée, a pour objet d'établir que c'est manquer aux traditions de la France de soutenir l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman.

« L'empereur Joseph, dit la note, prévoit le cas où il pour-
« rait être entraîné à prendre part à la guerre. Le roi n'a-
« perçoit rien qui pourrait amener cette nécessité, et Sa Ma-
« jesté ne saurait se persuader que Sa Majesté Impériale,
« gênée par ses nouveaux liens avec la Russie, ne pouvant
« plus se montrer comme le défenseur de l'empire ottoman,
« veuille coopérer à sa destruction et, malgré une paix
« saintement observée par les Turcs dans des conjonc-
« tures séduisantes pour eux, se prévaloir de leur affaiblis-
« sement pour leur porter le coup mortel et prendre part à
« leurs dépouilles.

« La considération que l'intérêt de la maison d'Autriche « lui conseille de s'étendre en raison de ce que la Russie « peut acquérir, serait un exemple dont cent ans de guerre « n'expieraient peut-être pas la fatale erreur. Si la crainte « que la puissance russe ne gravite un jour sur la puissance « autrichienne est un titre suffisant pour se compenser aux « dépens d'un tiers innocent, ne doit-on pas prévoir que « d'autres, craignant avec autant de raison que la puissance « autrichienne ne gravite à son tour sur la leur, s'autorise- « ront de l'exemple des deux cours impériales pour se pro- « curer des accroissements et des compensations aux dépens « de qui il appartiendra? Où en serait l'Europe, si jamais, « ce qu'à Dieu ne plaise, ce monstrueux système venait à « s'accréditer? Tous les liens politiques seraient dissous, « la sûreté publique serait détruite, et l'Europe n'offrirait « bientôt plus qu'un théâtre de trouble et de confusion.

« Le roi craint d'autant moins d'exposer ce tableau aux « yeux de l'empereur, que Sa Majesté, toujours fidèle à sa « confiance dans les principes magnanimes de ce prince, « est bien persuadée qu'il se rappellera sans cesse que leur « heureuse union n'a pas moins pour base la conservation « de la propriété publique que celle de leurs couronnes. Le « roi croit remplir les devoirs d'un parent, d'un fidèle allié « et d'un ami sincère de l'ordre et de la paix, en exposant « à l'empereur, franchement et avec la loyauté qui lui est « ordinaire, tout ce que la complication des conjonctures « présentes peut lui faire prévoir et craindre. Sa Majesté se « flatte encore que ses représentations ne seront pas infruc- « tueuses; mais si, contre son attente, son espoir était déçu, « elle ne pourra plus que prendre l'intérêt général et le sien « pour règle de conduite. »

Les deux mémoires que M. de Vergennes, ministre de Louis XVI, rédigea en cette circonstance pour être soumis au roi de Prusse, afin de l'amener à une entente et à une action commune des deux cours, ne sont pas moins remar-

quables, à tous les points de vue, que la note dont nous venons de reproduire une partie; mais nous devons nous borner à les signaler, quelque grande que fût la satisfaction que les hommes qui savent admirer, malgré leur date, les glorieuses parties de l'histoire de France, auraient à les lire.

Malheureusement, les sages et nobles efforts de Louis XVI, qui, seul, ne pouvait entreprendre une guerre contre l'Autriche et la Russie, n'eurent pas les résultats désirables; mais on verra qu'ils limiteront le mal que ces deux puissances voulaient faire à la Turquie.

XIV

Catherine II avait ouvert les hostilités en faisant envahir la Crimée, le Kouban et d'autres parties de la Turquie, où Souwaroff jeta les premiers fondements de sa réputation, qui devait grandir dans les guerres de la Russie avec la France. Mais avant de le faire, désireuse de cajoler, selon son habitude, l'opinion publique, qui s'était mise à sa dévotion plus qu'il ne convenait à sa dignité et à ses intérêts, elle accrédita un ambassadeur auprès du saint-siége, en disant au pontife Pie VI : « Que Votre Sainteté bannisse toute « crainte; car je soutiendrai de tout mon pouvoir les droits « que vous avez reçus de Jésus-Christ. » Supercherie renouvelée du temps où, pour échapper aux coups foudroyants d'Étienne Bathory, la Moscovie promettait au pape d'entrer dans son giron.

De leur côté, les Autrichiens avaient envahi une partie de la Turquie d'Europe, où leurs armes ne furent pas plus heureuses que dans la guerre qui aboutit au traité de Belgrade.

Pour faire entrer les troupes en Crimée, Catherine II n'eut pas à en chercher longtemps le prétexte. L'indépendance qu'elle avait obtenue pour les Tartares, d'après ses calculs toujours justes, parce qu'elle les appuyait sur la force, ne devait pas tarder à la lui fourni.. Il y avait deux

khans : l'un légitime, Dewlet-Ghéraï; l'autre illégitime, Saïm-Ghéraï. On devine que c'est celui-ci qui avait, en apparence du moins, les bonnes grâces de la czarine, dont les nombreux émissaires parcouraient le pays : il fut bientôt livré aux horreurs des luttes intestines, les uns prenant parti pour Dewlet-Ghéraï, les autres pour Saïm-Ghéraï. Dès que les troupes russes eurent occupé la Crimée, elles en chassèrent tout naturellement les deux khans, ce qu'elles ne firent point sans cruautés dignes de la civilisation et des sentiments très-humains et très-chrétiens de la *sainte* Russie. Les Tartares avaient la faiblesse de tenir à leur indépendance ; mais Potemkin, l'un des favoris les plus chers de la czarine, sut trouver les moyens de les y faire renoncer, ainsi qu'on peut le voir dans *la Russie sous Catherine II* :

« Ils essayèrent, mais trop tard, de s'entendre pour se « délivrer de l'oppression russe. Le prince Potemkin, averti « à temps de leur dessein, chargea le général Paul Potem- « kin, son digne cousin, de procéder par la surprise et l'as- « sassinat. L'ordre fut impitoyablement exécuté. Trente « mille Tartares, parmi lesquels se trouvaient presque tous « les plus considérables de la nation, furent égorgés de « sang-froid, sans égard pour le sexe ni pour l'enfance. « Presque tous les autres Tartares qui purent échapper à « l'égorgement s'enfuirent à travers les steppes de ce pays « désolé, ravagé, inondé de sang. Et c'était ce prince Po- « temkin, ordonnateur de tant de sauvages exécutions, qui « demandait sans cesse l'expulsion des Turcs de l'Europe au « nom de Catherine et de l'humanité outragée, disait-il, par « la férocité musulmane. »

Et l'ordre régna en Crimée comme il devait régner à Varsovie en 1831.

L'*humanité russe* n'eut pas en Europe un trop mauvais accueil, et la czarine fut émerveillée lorsque, s'étant rendue plus tard en Crimée pour savourer de plus près le bonheur de cette conquête, son cher et adorable favori Potemkin lui

fit lire sur un poteau qu'il venait de placer sur son passage par la plus gracieuse des flatteries : « C'est ici le chemin de Byzance. »

C'est pendant ce voyage que le vertueux Potemkin exprima à M. de Ségur, ambassadeur de France, qui accompagnait l'impératrice, les magnanimes sentiments dont nous venons de parler :

« Convenez que l'existence des musulmans est un véri-
« table fléau pour l'humanité. Cependant, si trois ou quatre
« grandes puissances voulaient se concerter, rien ne serait
« plus facile que de rejeter ces féroces Turcs en Asie et de
« délivrer ainsi de cette peste l'Égypte, l'Archipel et toute
« l'Europe. N'est-il pas vrai qu'une telle entreprise serait à
« la fois juste, religieuse, morale et héroïque ? »

Bien que Candie ou l'Égypte dût être la part de la France, on s'imagine aisément que les ouvertures du ministre de la czarine n'eurent aucun succès auprès du représentant de Louis XVI.

XV

Ne pouvant pas continuer plus longtemps la lutte contre deux grandes puissances, la Porte dut encore se résigner à de nouveaux sacrifices, tempérés par les actives et généreuses démarches de la France, qui empêcha le partage de la Turquie. Ces nouveaux sacrifices furent consignés dans le traité du 8 janvier 1784, qui consacra la souveraineté de la Russie sur la Crimée, l'île de Taman et le Kouban presque tout entier.

D'où il ressort que toute clause par laquelle le cabinet de Saint-Pétersbourg fait stipuler l'indépendance d'un pays a pour sous-entendu bien formel son annexion plus ou moins prochaine au territoire de l'empire.

Par ce traité, la Russie obtint ce qu'elle désirait avec une si grande ardeur depuis bien longtemps. Elle est désormais en face de Constantinople, convoitée par les Moscovites bien des siècles avant qu'elle devînt la conquête de Mahomet II en 1453; elle est maîtresse de la mer Noire, qui sera bientôt couverte de ses navires de guerre; elle possède Sébastopol, qu'elle rendra formidable jusqu'à sa destruction par l'action combinée de la France et de l'Angleterre, et, en attendant cette justice si lointaine, elle sera une menace permanente pour l'Orient et l'Occident.

Le sens moral manquait complétement à Catherine II; mais elle paraissait avoir parfois des scrupules de conscience, et, pensant que l'énormité de sa conduite en Crimée avait pu blesser, à la rigueur, la délicatesse de ses amis et admirateurs les philosophes, elle mit un empressement obligeant à les tranquilliser par la déclaration suivante, digne pendant de celle qu'elle fit lors du premier partage de la Pologne :

« L'inquiétude naturelle aux Tartares, fomentée par des « insinuations dont la source ne nous est pas inconnue, est « cause qu'ils sont tombés dans un piége tendu par des « mains qui avaient semé parmi eux le trouble et la divi- « sion, de sorte qu'on les a vus travailler à ruiner l'édifice « que nos soins bienfaisants avaient élevé pour leur bon- « heur, en leur procurant la liberté et l'indépendance sous « l'autorité d'un chef élu par eux-mêmes. Animée d'un désir « sincère de confirmer et de maintenir la dernière paix con- « clue avec la Porte ottomane, en prévenant les discussions « continuelles causées par les affaires de Crimée, nous réu- « nissons à notre empire toute cette péninsule, l'île de Ta- « man et le Kouban comme juste indemnité des pertes que « nous avons faites et des dépenses que nous avons suppor- « tées pour maintenir autour de nous la paix et le bon- « heur. »

Mansuétude russe, que ton langage est consolant et glorieux! Il est certain que Tartuffe n'eût pas mieux dit, et l'esprit de Pierre le Grand dut tressaillir d'allégresse en voyant de quelle façon, vrai ou faux, l'on exécutait son testament.

Et l'Autriche, qu'obtint-elle pour le concours armé et peu honorable qu'elle prêta à la Russie? Rien, dit Flassan dans son *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, qui nous apprend que M. de Vergennes s'écria avec un grand contentement : « Au moins, l'empereur Joseph n'a « rien eu! » Il avait espéré cependant que la Moldavie et la

Valachie seraient le *minimum* de sa part des dépouilles de la Turquie. L'Autriche s'aperçut trop tard que, cette fois encore, elle avait été la dupe trop complaisante du trop habile cabinet de Saint-Pétersbourg. S'en souviendra-t-elle? C'est ce que nous verrons par la suite des événements que nous allons rapporter d'une façon assez rapide pour ne pas donner à cette étude plus d'étendue qu'il ne convient à la démonstration qui en forme l'objet.

XVI

C'est en 1787 que Catherine II fit le voyage de Crimée. Le pays lui parut digne des *Bucoliques* de Virgile. L'Adonis russe, le prince Potemkin, toujours plein d'un tendre zèle pour sa Vénus, qui avait une ressemblance parfaite, non pas avec la Vénus *pudique*, mais avec celle de Racine, *à sa proie attachée*, avait eu recours à ses violences habituelles pour remplacer amplement les trente ou quarante mille Tartares qu'il avait fait exterminer. Il fallait repeupler la Crimée, rendue déserte par la dévastation la plus sauvage : plus de cent mille Cosaques y furent transportés de force, et ils y accueillirent leur clémente souveraine avec tout l'enthousiasme exigé par le knout. Le séduisant favori demanda même à son génie de courtisan des villages et des forêts en carton, dont le badigeonnage fort habile rendit la perspective aussi charmante que pittoresque. A distance, l'illusion de la czarine fut complète. Elle était l'image réelle de la civilisation russe, qui, de loin (à l'extérieur), est quelque chose, et qui, de près (à l'intérieur), n'est rien... qu'un affreux despotisme de caserne moscovite, l'idéal de l'oppression à sa plus haute puissance. C'est ce qui faisait dire à Napoléon Ier : « Grattez le Russe, et vous trouvez vite le Cosaque. »

Catherine II fut moins agréablement impressionnée en apercevant des rives de la mer une escadre ottomane : « Voyez-vous, s'écria-t-elle, ces Turcs qui paraissent avoir « oublié Tchesmé ! » Dans ce souvenir, qui n'aurait jamais existé sans le puissant concours du contre-amiral anglais Elphinston, il y avait une grande menace de pythonisse, qu'elle ne tardera pas à réaliser. Ses passions, quel qu'en fût le motif, ne s'accommodaient pas des longues échéances. Une seule se fera longtemps attendre, toujours, sans doute, à moins que l'Europe ne devienne tout à fait folle : c'est celle de la conquête de Constantinople.

La czarine voulait les deux rives du Boug et du Dniester; elle voulait Oczakof, point important de la mer Noire ; et là ne s'arrêtaient pas ses convoitises. Comme, par un long exercice, elle avait assoupli sa conscience à ses appétits déréglés, les Turcs eurent bientôt à se défendre contre les Russes sur tous les anciens théâtres de leurs guerres avec les implacables ennemis de l'empire, depuis les Principautés danubiennes jusqu'à la Géorgie et le Caucase. On pense bien que les Grecs furent encore dociles à la voix du cabinet de Saint-Pétersbourg, qui les appela derechef à l'insurrection, ce qui rendit extrême l'état de la Turquie. Catherine tenta même d'établir dans l'Archipel des confédérations semblables à celles dont l'anarchie perdit la Pologne. Elle pensait que la recette qui avait si bien réussi une fois ne lui serait pas moins profitable en Turquie.

L'empereur Joseph II, qui tenait à devenir un héros, ce à quoi il ne réussit point, se mit de la partie sans plus de succès que dans ses précédents essais. Il fut constamment battu par les armées du sultan, et si Souvaroff n'était venu à son secours, il est probable qu'elles auraient poussé leur marche jusqu'à Vienne, sans rencontrer cette fois sur leur passage Sobieski, qui, lorsqu'il sauva l'Autriche d'une perte infaillible, ne prévoyait pas qu'un jour cette puissance consentirait sans trop de façons à prendre une des plus larges parts

dans les dépouilles de sa malheureuse patrie. Il était écrit là-haut que l'Autriche serait toujours dupe de ses connivences avec la Russie.

La Révolution française, qui devait ébranler tant de trônes en jetant dans le monde les semences fécondes de la liberté, de l'égalité et de l'émancipation des peuples, commençait à gronder, et l'Autriche dut se préparer à résister aux tempêtes que cette ère nouvelle et grandiose allait voir éclater sous la puissance des aspirations de la démocratie qui commençait à s'agiter pour avoir sa place au soleil. Elle signa la paix à Sistov, le 4 août 1791, sans obtenir aucun des avantages qu'elle avait espérés, et Catherine II cria à la trahison comme si, au mépris des lois les plus saintes, on lui eût volé son territoire et ses droits.

Cette guerre dura trois ans pour l'Autriche, et l'on peut se faire une idée des opiniâtretés de la lutte par les moyens qu'elle employa à la soutenir : elle lui coûta près de 150,000 hommes et un milliard de francs. Comme la Turquie avait à lutter simultanément contre l'Autriche et la Russie, ses pertes furent d'environ 250,000 hommes et ses dépenses en argent égalèrent celles de l'empereur Joseph II.

La Russie ne signa la paix qu'un an plus tard, à Jassy, le 9 janvier 1792. Elle aussi s'était épuisée dans cette guerre aussi cruelle qu'injuste, et elle dut se montrer, à son tour, attentive aux grands événements de cette époque si prodigieuse où elle devait jouer un rôle important. Elle fit l'apurement des comptes des combats et des batailles livrés, et constata qu'ils lui avaient coûté 300,000 hommes et 900 millions de francs. De leur côté, les auteurs dignes de foi qui s'en sont occupés ont établi que sa barbarie, loin de perdre de son intensité, avait fait de très-notables progrès. Ils rapportent qu'après la chute d'Oczakof, le beau Potemkin fit égorger toute la population turque : vieillards, femmes, enfants, tous y passèrent. Enflammé par une gloire pareille, le soudard Souvaroff voulut le surpasser dans l'âme inas-

souvie de Catherine II. Il ravagea les Principautés danubiennes, saccagea Galatz, en Moldavie, de fond en comble, et couronna la prise d'Ismaïl, en Valachie, où toute la population ottomane, sans distinction d'âge ni de sexe, s'était montrée si héroïque, par un massacre général qui dura trois jours et dans lequel les blessés ne furent pas même épargnés. C'est assurément lui qui s'est servi le premier de ce mot sauvage : Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas. « Cinquante mille Turcs, dit l'un de ces auteurs, péri-« rent pendant cette longue et sanguinaire curée. »

Ces boucheries, on doit se le rappeler, étaient des imitations plus accentuées de celles de 1783, en Crimée, calquées elles-mêmes avec un crayon plus noir sur les tueries de la Pologne en 1768, époque à laquelle l'excellente Catherine II ordonna à ses armées d'entrer sur les terres de la République « pour y exterminer, avec l'aide de Dieu, tous « les Polonais et les Juifs, blasphémateurs de la sainte reli-« gion, afin que leurs noms et leur mémoire fussent anéan-« tis pour la postérité. »

Cet ordre fut fidèlement exécuté, et c'est ainsi que Tamerlan, un de ses magnanimes ancêtres, s'était conduit à Persépolis et à Bagdad; et tel sera un jour le sort de l'Europe, si elle ne songe sérieusement aux moyens d'élever une digue puissante et indestructible devant les audaces des exécuteurs de ces hautes œuvres.

Catherine obtint cependant le prix de ces énormes crimes et des sacrifices qu'elle avait faits pour les perpétrer; car la convention de Jassy stipula « que les traités qui avaient « précédé la dernière rupture reprendraient toute leur « force; que le Dniester servirait désormais de limite aux « deux empires; que la place d'Oczakof et les deux rives « du Boug et du Dniéper appartiendraient à la Russie; que « la Turquie garantissait la tranquillité de la Géorgie et des « pays adjacents, ainsi que celle du Caucase. » On doit

remarquer que cette dernière condition est comme une boîte à prétextes pour de prochaines spoliations.

Ces calamités inaugurèrent les commencements du règne de Sélim III, qui succéda au sultan Abdul-Hamid en 1789, et dont l'histoire a pu dire en toute vérité que, par ses vertus, l'amour des réformes et du bien public, par son équité et ses malheurs, il fut le Louis XVI de la Turquie.

XVII

Après le traité de Jassy, qui précéda d'une année le deuxième partage de la Pologne, la Porte eut quelque repos que le nouveau souverain allait employer courageusement à la régénération de l'empire, œuvre pleine de difficultés et de périls. Il y était excité par le bruit qu'avait fait déjà la Révolution française, qui, en proclamant du haut de sa tribune retentissante les droits de l'homme et des nations, avait ouvert partout une formidable lutte entre l'ancien monde, qui craquait et finissait, et le nouveau, qui tressaillait et commençait.

L'impétueuse Catherine II avait succombé, en 1796, à une attaque d'apoplexie foudroyante, afin sans doute que sa mort fût semblable à sa vie, et la Turquie ne dut pas s'affliger beaucoup de ce trépas, trop tardif pour elle et pour la Pologne, dont le troisième et dernier partage avait eu lieu quelque temps auparavant. On put croire alors au mot qu'on a prêté à Kosciusko : *Finis Poloniæ.* La czarine n'avait cessé de frapper presque en même temps ses coups les plus furieux sur les deux remparts qui barraient à la Russie le chemin de l'Occident et de l'Orient. Maintenant que cette grande pécheresse a rendu à Satan son âme vouée par l'éternelle justice aux éternelles expiations, la Turquie con-

servera-t-elle longtemps le repos dont nous venons de parler? Il était, hélas! dans sa destinée de ne pas avoir de durables loisirs pour marcher vite et sûrement dans la voie de ses réformes.

Après son incomparable campagne d'Italie, Bonaparte, ne sachant que faire de son désœuvrement, qui inquiétait peut-être le Directoire, partit en 1798 pour sa célèbre expédition d'Égypte, qui interrompit bien fâcheusement les bonnes traditions que, depuis François Ier, la politique française suivait en Orient. Il y acquit sans doute une grande gloire; mais il y rencontra une résistance où la puissance de l'Angleterre avait marqué son empreinte, et il dut, après une année de combats et de batailles mémorables, s'éloigner de ces contrées, en y laissant sa vaillante armée, qui se vit obligée de capituler.

A l'école d'un si grand maître, l'un des hommes qui étaient dans les rangs de ceux qui le combattaient prit du goût pour le métier des armes, où il sentit les premières atteintes d'une ambition peu commune : nous voulons parler de Mehemet-Ali-Pacha, qui devait trouver dans les ennemis anciens et nouveaux de l'empire ottoman des sympathies bien préjudiciables à sa régénération. Naturellement, la Russie était en première ligne, tout en faisant patte de velours en cette circonstance. Cette expédition eut donc des conséquences très-nuisibles pour la Turquie, car elle lui fit perdre 60,000 hommes et 200 millions de francs, et l'obligea de faire alliance avec la Russie, qui reparut dans la Méditerranée avec une escadre : c'était la première fois depuis Tchesmé.

La Porte, obéissant à ses sentiments naturels, fortifiés par des rapports séculaires de bonne entente avec la France, fit cependant la paix avec elle en 1802, et elle lui accorda la libre navigation dans la mer Noire. Bonaparte voulut réparer ses torts, et il devint l'ami sincère de Sélim III, à qui il envoya des officiers de mérite pour réorganiser son ar-

mée, mesure des plus urgentes par suite des grands progrès faits dans la science militaire de tous les États de l'Europe.

Paul Ier avait succédé à Catherine II; mais il dut sa mort aux sympathies qu'il avait pour Bonaparte et la France. Il fut étranglé et remplacé, en 1801, par Alexandre Ier, son fils et petit-fils de Catherine. Au nombre des assassins se trouva le dernier des favoris de la czarine, le prince Platon Zoubov, et l'on dit qu'Alexandre n'ignora rien de cette conjuration qui le fit asseoir sur le trône. Son premier soin fut de se montrer, vis-à-vis de la Turquie, le digne continuateur de la politique de Pierre Ier et de Catherine II, par la suite qu'il donna à leur œuvre de spoliation à outrance. De 1802 à 1805, sous les prétextes les plus frivoles, et ainsi que le traité de Jassy le faisait pressentir, il réunit à son empire l'Abasie, la Mingrélie et l'Imérétie, tandis que la Turquie se trouvait absorbée par le travail de ses réformes, qu'elle poursuivait avec une si louable résolution, et dont elle craignait de compromettre le sort par le moindre temps d'arrêt.

XVIII

A cette époque, et depuis quelque temps, la République française et ensuite l'Empire soutenaient des luttes homériques. Le célèbre Pitt avait coalisé contre la France les grandes puissances de l'Europe ; mais le génie de Napoléon Ier en triomphait par des victoires qui se nommaient Austerlitz, Iéna, Eylau, Friedland. Après celle d'Austerlitz, remportée sur l'Autriche et la Russie le 2 décembre 1805, ce souverain fit, le 15 décembre suivant, une convention avec la Prusse, où l'intégrité de l'empire ottoman était stipulée.

Les traditions séculaires de la France allaient fléchir encore un instant. Napoléon voulait écraser sa haineuse ennemie l'Angleterre ; il voulait la terrasser dans le défi mortel qu'elle lui avait jeté à la face ; et après Friedland, le vainqueur glorieux, au lieu de poursuivre, pour les anéantir, les débris de l'armée russe, proposa à Alexandre Ier, qu'il aurait pu faire prisonnier, des conférences qui eurent lieu à Tilsitt, où la paix fut signée le 7 juillet 1807, année où fut déposé et plus tard mis à mort l'infortuné Sélim III, qui avait péri sous les efforts criminels des janissaires et des autres ennemis des réformes qu'il avait si énergiquement commencées. Il fut remplacé par Mustapha IV, qui su-

bit bientôt le même sort et eut pour successeur Mahmoud II, qui allait prendre place parmi les plus grands réformateurs de l'empire. Il devait venger par la destruction de la milice insoumise des janissaires le malheureux Sélim, qui lui dit avant sa déposition :

« Dieu me fait descendre du trône où vous allez monter. « J'ai encouru la colère du peuple pour avoir voulu élever « la nation au rang qui lui appartient. Je suis réprouvé « pour mes bonnes intentions. Je rentre sans regret dans la « vie privée. Plus heureux que moi, vous allez régner sur « les Osmanlis avec la force que leur enthousiasme vous « prête, et j'ai la certitude que vous répondrez à leur amour « par vos vertus. »

Admirable langage d'où s'exhale comme un parfum des belles époques de l'antiquité.

C'était la quatrième coalition que Napoléon parvenait à dissoudre par l'éclatante fortune de ses armes, mais sans détacher la Russie de l'alliance anglaise, ce qui avait été pourtant l'unique objet de ses efforts en cette occasion solennelle.

Durant les conférences, Alexandre Ier revint souvent à la grande pensée de la Russie, le partage de l'empire ottoman, qui est son idée fixe depuis plus d'un siècle. Il paraît que cette formidable question fut examinée et discutée. D'après M. Thiers, l'historien national de l'Empire, il semblerait que l'on s'était mis d'accord sur presque tous les points. Mais Alexandre voulait Constantinople, et cela rompit le concert. On dit même que, pour se faire une alliée de la Russie contre l'Angleterre, Napoléon aurait pris l'initiative de ce projet de partage, et l'on ajoute qu'il ne tint pas à la Turquie la promesse qu'il lui avait faite, lors de son dernier traité avec elle, de stipuler pour ses intérêts et ses droits dans tout traité qu'il signerait avec la Russie.

Il y a des versions différentes sur cet important sujet; mais, d'après le *Mémorial de Sainte-Hélène*, la paix de Tilsitt

fut déclarée commune à « la Porte Ottomane, et l'on convint que l'on prendrait des mesures pour la prompte conclusion d'un armistice entre les troupes du sultan et celles de l'empereur de Russie. »

Sur le point de savoir de qui vint la proposition du partage, on lit encore dans le *Mémorial de Sainte-Hélène :*

« Alexandre était un vrai Grec du Bas-Empire, disait « Napoléon à Sainte-Hélène, où finit son duel avec l'Angle- « terre... Il a fort désiré Constantinople de moi ; j'ai été « fort cajolé à ce sujet, mais j'ai constamment fait la sourde « oreille. C'est une clef trop précieuse ; elle vaut un em- « pire. Celui qui la possédera peut gouverner le monde... « Toutes les pensées d'Alexandre étaient tournées vers cette « conquête. Nous avons eu ensemble plusieurs conférences « à ce sujet. Mais lorsque je vins à réfléchir aux consé- « quences qui pourraient en résulter, et que je vis quelle « terrible prépondérance elle donnerait à la Russie, par « rapport au nombre des Grecs qui sont sous la domina- « tion des Turcs, et qui se joindraient naturellement aux « Russes, je refusai d'y consentir, parce que cela détruisait « l'équilibre de la balance de l'Europe. »

On lit aussi dans l'*Écho de Sainte-Hélène*, par le docteur anglais O'Méara *:*

« Une fois maîtresse de Constantinople, disait Napoléon « au docteur, la Russie a tout le commerce de la Méditer- « ranée, devient une grande puissance maritime, et Dieu « sait ce qu'il en peut résulter ! Elle vous cherche querelle, « fait marcher sur l'Inde une armée de 70,000 soldats, ce « qui n'est rien pour la Russie, y joint 100,000 canailles de « Cosaques et autres barbares, et l'Angleterre perd l'Inde. « De toutes les puissances, la Russie est la plus redoutable, « surtout pour les Anglais. Tout cela je l'avais prévu. Je « vois dans l'avenir plus loin que les autres. Aussi je vou- « lais opposer une barrière à ces barbares en rétablissant « le Royaume de Pologne. »

Napoléon avait déjà dit, dans son message au Sénat, le 27 janvier 1807, c'est-à-dire avant les conférences de Tilsitt :

« La tiare grecque, relevée et triomphante depuis la « Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait de nos jours « nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de « barbares; et si, dans cette lutte tardive, l'Europe civilisée « venait à périr, notre coupable indifférence exciterait jus- « tement les plaintes de la postérité et serait un titre d'op- « probre dans l'histoire. Qui pourrait calculer la durée des « guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire un « jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la « perte de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et « des délices des villes l'emportait sur les conseils d'une « sage prévoyance. Nous laisserions à nos neveux un long « héritage de guerres et de malheurs. »

Il nous semble que ces citations historiques sont de nature à établir fortement la présomption que Napoléon Ier n'eut jamais sérieusement la pensée de consentir au partage de la Turquie ; mais comme il était attaché à l'idée d'obtenir au moins la neutralité de la Russie sinon son concours contre les incessants agissements de l'Angleterre, il dut négliger de prendre les mesures dont il a été parlé plus haut, et la Porte, qui, pour s'être montrée fidèle à son alliance avec Napoléon, avait vu, quelques mois auparavant, attaquer Constantinople par une escadre anglaise placée sous les ordres de l'amiral Dukworth, qui, grâce au général Sébastiani, nous l'avons déjà dit, fut complétement déçu dans son entreprise, la Porte, pour le même motif, eut à soutenir contre la Russie, dans les Principautés danubiennes, en Bulgarie, dans l'Archipel, en Serbie et dans le Montenegro, une guerre d'autant plus désavantageuse que le cabinet de Saint-Pétersbourg avait mis dans ses intérêts, selon sa tradition et par les moyens que nous connaissons, les populations de ces contrées. C'est de 1805 à 1809 que la

Serbie fit ses plus grands efforts pour briser les liens tutélaires qui l'unissaient à l'empire ottoman, ce qui n'entrait pas du tout dans les plans de la Russie, qui veut non pas l'indépendance des États, mais leur docilité à seconder ses convoitises du moment et ses vues sur l'avenir. Aussi, quand, forcé par les événements, Alexandre Ier signa, en 1812, le traité de Bucharest, pour réunir toutes ses forces contre Napoléon qui marchait sur Moscou avec la plus belle armée du monde, ces diverses provinces furent rendues à la Turquie. Mais la Russie ne faisait jamais la paix sans obtenir d'importantes concessions, et elle réunit à son empire la Bessarabie, qui faisait partie de la Moldavie, sans préjudice de quelques autres avantages.

Des écrivains d'une autorité considérable sont convaincus que si la Turquie avait cru pouvoir compter plus sûrement qu'en 1807 sur l'appui de Napoléon, elle n'aurait pas fait la paix avec le cabinet de Saint-Pétersbourg, et que, cette diversion valant 300,000 hommes, le désastre de la campagne de Russie n'aurait pas eu lieu. Cette opinion est à méditer par tous ceux qui, dans ce moment, se préoccupent de la situation de l'Europe et des destinées de la France, qui, si elle sait bien le vouloir, trouvera toujours, par la Turquie, dans les grands combats qu'elle peut avoir à livrer pour son honneur, son influence et ses intérêts, la diversion qui, par sa faute, lui manqua en 1812.

XIX

Les grandes épopées de l'Empire français s'étaient closes à Waterloo, en 1815. Le nombre et la fatalité avaient vaincu le génie : Napoléon avait lassé la fortune.

Enivrées de leur victoire peut-être inespérée, car elles ne l'auraient pas obtenue si Grouchy était arrivé sur le champ de bataille avant Blücher, les puissances se réunirent à Vienne en congrès pour y régler le sort des États et rétablir l'équilibre de l'Europe, en se partageant les peuples à leur guise. Elles ne surent être ni généreuses ni prévoyantes, et, bien qu'elles se fussent formées en *Sainte-Alliance*, ce qui semblait impliquer, pour leurs décisions, l'esprit de justice et d'équité, elles songèrent bien plus à la consolidation des trônes qu'à l'intérêt et aux aspirations des peuples.

On fit donc les fameux traités de 1815, qui furent une œuvre de représailles à l'égard de la France et de ses alliés et d'injustice inepte envers la Turquie, car elle ne fut pas appelée à siéger dans ce congrès. L'empereur Alexandre Ier, se souvenant de la résolution prise par Catherine II, lors du traité de Kaïnardji, de ne plus admettre de médiation dans le règlement des affaires de la Russie avec la Porte, avait exigé cette exclusion. De la sorte, le cabinet de Saint-Pétersbourg gardait vis-à-vis de la Turquie toute sa liberté

d'action, dont il allait se servir encore sans vergogne comme sans mesure. Cette prétention était exorbitante, dangereuse pour l'Europe, et contraire à l'équilibre des États qu'on paraissait vouloir rajuster tant bien que mal : elle ne fut même pas discutée. On devait s'apercevoir un jour qu'il ne pouvait pas y avoir d'équilibre européen en dehors de la Turquie. C'était, nous l'avons déjà dit, la conviction de Napoléon Ier. Les événements de 1840 et la guerre de Crimée en furent la tardive consécration.

Bientôt toute l'Europe fut ardemment travaillée par les idées libérales et le droit nouveau des peuples. De grands mouvements, des révolutions éclatèrent en Allemagne, en Italie, en Espagne. La *Sainte-Alliance* s'en émut, délibéra en congrès et prit vite ses mesures pour que force restât partout à la loi. Son esprit d'égoïste conservation ne voyait rien de plus sacré.

Mais, tandis que la Russie se montrait si soucieuse de coopérer à garantir de tout péril l'ordre nouvellement établi, elle permettait aux hétairies qui devaient bouleverser toute la Grèce de se former chez elle avec le concours des forces actives de la haute société et des plus hauts fonctionnaires : les ministres même s'y mêlèrent. Ypsilanti, aide de camp de l'empereur, abandonna son poste pour aller soulever la Moldavie et la Valachie, qu'il inonda de proclamations incendiaires. Ces deux provinces furent bientôt sur pied et en armes. La Porte y envoya des troupes pour combattre l'insurrection, et pendant qu'elle s'en rendait maîtresse, Ypsilanti s'échappait pour aller se réfugier à Vienne; mais ses nombreux émissaires, ou plutôt ceux de la Russie qui lui avaient fourni tous les moyens de commencer la lutte, se rendirent en Grèce dans l'espoir d'être plus heureux que dans les Principautés danubiennes.

Tout le pays se trouva promptement en feu; mais comme il n'entre pas dans notre sujet que nous écrivions ici cette lamentable histoire, nous ne parlerons que des faits qui

se rattachent aux desseins de la Russie vis-à-vis de l'empire ottoman.

La lutte durait depuis quatre ans, et le czar, ainsi que cela résulte des documents officiels, ne voulait ni le triomphe complet de la Grèce, qui eût été le triomphe des idées révolutionnaires, qu'il abhorrait, ni le succès de la Turquie, qui y aurait puisé une force morale si nécessaire à sa rénovation, que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'admettait d'aucune façon. Les révolutions n'ont jamais été bien fort de son goût; elles vont parfois plus loin qu'on ne désire, et peuvent vous atteindre.

Que deviendrait la Russie si jamais elle était prise de ce terrible mal? Alexandre I[er] avait donc deux motifs pour proposer des moyens de pacification : la pensée de nuire à la Turquie en l'obligeant à des concessions pernicieuses et humiliantes, et le besoin de rétablir son influence en Grèce, où celle de l'Angleterre et surtout de la France était devenue prépondérante.

L'Europe était presque affolée de la Grèce. Elle faisait pour elle, nuit et jour, de la prose, des vers, des quêtes, de la charpie et des prières. Les Hellènes, qui ne se désignaient eux-mêmes que par le nom de *Romeos* (Romains), devinrent, à leur grande surprise, très à la mode, grâce aux souvenirs classiques de quelques anciens collégiens fourvoyés, qui croyaient de bonne foi sans doute que ces dociles instruments de la Russie descendaient en droite ligne de l'ancienne Grèce, ce qui devait faire rougir de honte les ombres élyséennes des Lycurgue, des Solon, des Miltiade, des Thémistocle, des Socrate, des Platon, des Démosthène, des Épaminondas, des Périclès, des Euripide, des Praxitèle, etc., tandis que leurs prétendus descendants étaient sortis des marais pontins du Bas-Empire, qui n'a jamais eu la moindre affinité de sang ni de pensée avec ces illustres morts.

Cet immense tourbillon, cette ronde infernale où le beau

sexe donnait au laid sa main parfumée et gantée, emportait tout. La passion, le délire, la frénésie, étaient partout; le bon sens, la raison, la conscience, nulle part. Jamais on n'avait vu tant de moutons de Panurge sautant les uns après les autres dans cette absurde mystification dont le livre des nations n'offre pas d'exemple; car, il faut bien le dire, ces modernes et étranges héros tant vantés par les cent voix de la Renommée, qui ment presque toujours, parce qu'elle est d'origine grecque, étaient plus souvent aux prises entre eux pour se disputer le pouvoir et s'approprier personnellement le produit des quêtes qui leur arrivaient d'Europe, qu'avec les Turcs, qu'ils exécraient cependant bien, autant par habitude que par le souvenir des haines que la Russie avait mises dans le cœur de leurs aïeux à l'époque du désastre de Tchesmé, ce que nous avons déjà dit. Mercure l'emportait sur Mars, haut la main, et ils ne cherchaient sérieusement la victoire que dans les saturnales de l'anarchie. Lord Byron, le général Fabvier et tant d'autres, avides de gloriole et des grandes aventures, en arrivèrent promptement au dégoût et au mépris. Le désenchantement tua le grand poëte, qui avait eu pourtant, mais de loin, de grandes admirations pour les promesses fallacieuses de cette révolution. Il vint, vit, perdit toutes ses illusions, et mourut avec la conviction que tous les efforts des hommes seraient impuissants à faire quelque chose de la Grèce, prophétie qui s'est parfaitement réalisée. Ces malheureux n'avaient qu'un homme qui pût le tenter : Capo-d'Istrias. Ils l'assassinèrent, bien qu'il fût l'âme damnée du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Mais revenons sur nos pas. Dans ce concert de louanges irréfléchies, de sympathies insensées, d'enthousiasme fiévreux et de confiance, la part de la Russie était nulle, et le czar en avait un grand dépit, ce que les pièces de la chancellerie moscovite vont nous apprendre d'une façon certaine.

XX

En décembre 1825, Alexandre Ier visitait les provinces méridionales de son empire, et succomba à une courte maladie, à Taganrok : mort assez singulière pour donner lieu à des soupçons d'empoisonnement. On supposa que la Russie avait besoin d'une main plus ferme, plus énergique, plus résolue, pour dominer à son profit la crise où se trouvait l'Orient.

Le grand-duc Constantin devait lui succéder. Ce fut le grand-duc Nicolas, son frère puîné, qui monta sur le trône. Il dut cet honneur à son caractère décidé et inflexible, et presque aussitôt son gouvernement lui soumit l'exposé des différends survenus entre la Russie et la Porte depuis 1821.

Cet exposé a des parties fort curieuses. On y voit sans déguisement aucun comment le cabinet de Saint-Pétersbourg entendait pacifier l'Orient. Il voulait que la Grèce formât trois principautés, placées sous la suzeraineté du sultan, ayant chacune son autonomie, ce qui eût été le meilleur moyen d'y perpétuer le désordre et les convulsions. Il voulait que les Turcs évacuassent complétement les Principautés danubiennes, afin que l'insurrection y relevât fièrement la tête à son instigation. Il voulait enfin que les

grandes puissances l'aidassent dans cette œuvre par les voies les plus énergiques.

Ce plan fut présenté à tous les cabinets, longtemps discuté dans des conférences et toujours repoussé, bien que le gouvernement russe leur eût déclaré qu'en cas de refus il agirait seul, d'autant plus que c'était, ajoutait-il, par pure condescendance qu'il les invitait à une action commune, ce rôle lui étant dévolu exclusivement par le traité de Kaïnardji, gravement compromis, selon lui, par les événements qui donnaient une influence si marquée, au détriment de la sienne, à la France, à l'Angleterre, ainsi qu'à l'Autriche, qui, pour réparer les torts du passé, se montrait en ce moment très-sympathique à la cause de la Turquie, ce qui lui valait toute la mauvaise humeur de la Russie, dont l'irritation était telle qu'elle faillit plus d'une fois allumer la guerre entre les deux États.

On voit encore dans l'exposé la mince estime que le cabinet de Saint-Pétersbourg avait pour ces trois puissances, le peu de crainte qu'elles lui inspiraient, pour le cas où elles voudraient s'opposer à l'exécution de son plan. Mais comme il n'était pas très-assuré de ne point se tromper, il invita ses ambassadeurs à lui faire des rapports détaillés et consciencieux sur ce sujet. Tous le confirmèrent dans ses impressions et ses vues.

Dans une dépêche *réservée* de M. le comte Pozzo di Borgo, ambassadeur à Paris, qui est du 16 octobre 1825, on lit :

« La Russie est dans l'obligation de se montrer inexo-
« rable et de soutenir, par la force, les droits que la force
« prétendrait lui contester. Elle doit se résoudre à leur
« rendre tout le mal qu'ils voudraient lui faire, sans craindre
« les vicissitudes que la guerre peut amener. Cette résolu-
« tion prise, il faut mettre à profit les Serbes et les popula-
« tions chrétiennes par des agents non avoués, agir avec
« promptitude et pénétrer jusqu'à la capitale. »

Dans une autre dépêche de M. Pozzo di Borgo, qui est du 8 août 1826, on lit :

« Les propositions de la Russie doivent être présentées « à la Porte en lui inculquant de les accepter, puisque le « salut de l'empire ottoman dépend de cette condescen- « dance, et que la générosité de notre auguste maître lui « offre, par sa modération, les seuls moyens qui lui restent « de prolonger son existence. »

Dans une dépêche *secrète et confidentielle* de M. le prince de Liéven, ambassadeur à Londres, qui est du 30 octobre 1825, on lit :

« Si le printemps prochain trouve la Russie dans la po- « sition dans laquelle elle est à présent, c'est la guerre qui « peut seule trancher les difficultés, et cette guerre doit « prendre l'Europe au dépourvu ; elle doit être prompte. »

Dans une dépêche *réservée* de M. de Tatichcheff, ambassadeur à Vienne, qui est du 15 avril 1826, on lit :

« Si nos armes franchissent les Balkans, l'Autriche se « joindra à nous pour s'assurer une part dans les dé- « pouilles. »

A ce langage si orgueilleusement arrogant, il serait puéril d'en douter un seul instant, Nicolas Ier se croyait irrévocablement l'arbitre souverain et absolu des destinées de l'empire ottoman, qui devait se prosterner devant son seigneur et maître, s'il voulait encore, non pas vivre, mais végéter sous le souffle parcimonieux et atrophiant de cet autocrate, dont les opiniâtretés furieuses et les insolentes témérités finirent par entraîner le gouvernement anglais, ainsi que la Restauration, qui allait oublier, elle aussi, les séculaires et nationales traditions de ses ancêtres pour obéir aux exigences d'une fausse popularité, qui ne devait pas l'empêcher de partir plus tard pour un exil éternel.

Avant d'en venir aux mesures coercitives, le czar fit confirmer par le traité d'Ackerman, signé le 7 octobre 1827, celui de Bucharest (1812), en lui donnant une interprétation

qui en étendait le sens relativement à son protectorat sur les Principautés moldo-valaques et sur les sujets du sultan appartenant à l'Église grecque, ce qui lui fournira les prétextes de commencer plus tôt la guerre qui aboutira à l'écrasant traité d'Andrinople, déposé en germe, on l'a déjà vu, dans celui de Kaïnardji.

XXI

La révolution grecque était anéantie : elle s'était perdue dans les orgies du désordre et des passions individuelles. La Porte avait rejeté le protocole signé à Saint-Pétersbourg, le 4 avril 1826, entre la Russie et la Grande-Bretagne, protocole contenant les bases d'un arrangement qui rendait la Grèce autonome sous la suzeraineté du sultan, à qui elle payerait un tribut.

Les circonstances paraissaient singulièrement décisives au gouvernement russe. Il voulait que les temps rêvés par son ambition s'accomplissent, et il redoubla d'activité fiévreuse, de soins habiles, d'efforts tenaces. Il en eut le prix, si longtemps sollicité et espéré, par le traité de Londres, qui sauva la Grèce. Il fut signé le 6 juillet 1827 par la France, l'Angleterre et la Russie, qui, tout en déclarant formellement qu'elles entendaient n'en retirer aucun avantage personnel, s'engageaient réciproquement à réconcilier, par la force s'il le fallait et sur les bases à peu près du protocole qui vient d'être mentionné, la Grèce et la Turquie. La Porte cependant ne céda pas, quoiqu'elle ne se fût jamais trouvée dans des circonstances aussi critiques.

Il y avait à peine un an que le sultan Mamoud II avait détruit la milice des janissaires, qui s'opposait à toute ré-

forme. C'était la plus grande force de l'empire et la seule organisée.

La redoutable révolte d'un grand nombre de gouverneurs poussés par la Russie, celle surtout d'Ali pacha de Ianina, qui fut d'un si grand secours aux Grecs, avait considérablement affaibli la Turquie.

Profondément pénétré des devoirs que lui imposaient la dignité de la couronne et les intérêts de l'État, le sultan résistait, pensant que la France et l'Angleterre comprendraient enfin que la justice et le droit des gens étaient de son côté.

La bataille navale de Navarin, livrée le 20 octobre 1827, le détrompa cruellement. Toute sa flotte fut détruite, désastre glorieux pour la Turquie, dont le courage et la bravoure furent admirés de ses ennemis; triste victoire pour les trois grandes puissances maritimes de l'Europe, qui combattirent avec des forces dix fois supérieures; si triste, que l'amiral de Rigny, qui commandait l'escadre française, en mourut de douleur, dit-on. L'Angleterre, dont l'escadre était commandée par l'amiral Codrington, en eut des regrets qui durent encore. La Russie seule, dont l'escadre était sous les ordres de l'amiral Heyden, en éprouva une joie féroce. La France et l'Angleterre ne désiraient pas, ne pouvaient pas désirer une semblable exécution, qui fut pour elles une faute immense, et pour la Turquie un malheur plus grand encore que celui de Tchesmé, qui précéda le traité de Kaïnardji, comme celui de Navarin allait précéder le traité d'Andrinople. C'est ainsi que l'on faisait toujours le jeu de la Russie, qui devait en rire de son rire le plus satanique. On a prétendu que le hasard avait allumé cet effroyable incendie. Puisque la Russie était là, attendant le succès de ses longues et incessantes machinations, il ne put pas y avoir de hasard dans ce trop lugubre événement. *Is fecit cui prodest.*

XXII

Naturellement, cette catastrophe ranima les forces vaincues de la révolution grecque, et la guerre devint plus acharnée, plus cruelle entre les belligérants. Jamais, nous venons de le dire, moment plus propice ne s'était présenté à la Russie pour l'accomplissement de ses sinistres desseins, qui n'étaient que la suite de ceux déjà réalisés au très-grand détriment de la Turquie. Elle continue à poursuivre sa proie; elle la veut tout entière pour l'anéantir sans retour. Elle veut que cette grande et scandaleuse iniquité soit complète, absolue. Mais elle sent le besoin de rassurer l'Europe, qui a appris plus d'une fois à se défier de la généreuse abnégation du cabinet de Saint-Pétersbourg, de son renoncement aux convoitises, de son abandon de toute idée de conquêtes, et M. le comte de Nesselrode écrit au prince de Liéven, le 6 janvier 1828, de sa plume la plus diplomatique, une dépêche qui doit être communiquée au cabinet anglais, et sans doute aussi aux autres gouvernements :

« Le premier principe et le plus essentiel de tous, y est-il « dit, est celui qui interdit aux puissances signataires du « traité de Londres les conquêtes et les avantages exclusifs. « Sa Majesté a déjà annoncé qu'elle n'en dévierait dans « aucune hypothèse. Elle me charge de réitérer ici l'ex-

« pression de ce ferme dessein. C'est avec un vrai plaisir « que l'empereur a appris que la conférence de Londres « s'était occupée d'une déclaration qui devait de nouveau « constater, à la face de l'Europe, l'invariable désintéresse- « ment des trois monarques, quelles que fussent les me- « sures auxquelles la politique du Divan les obligerait de « recourir. Vous serez allé, mon prince, au-devant des « vœux de Sa Majesté en signant cette déclaration, et il n'est « point de forme que l'empereur n'approuve d'avance pour « renouveler un tel engagement.

« Au reste, quand même, malgré nos intentions et nos « efforts, les décrets de la divine Providence nous auraient « prédestinés à être témoins du dernier jour de l'empire « ottoman, les idées de Sa Majesté, quant aux agrandisse- « ments de la Russie, seraient encore les mêmes. L'empe- « reur ne reculerait point les bornes de son territoire, et ne « demanderait à ses alliés que cette absence d'ambition et « de pensées exclusives dont il donnerait l'exemple. »

En parlant ainsi, le cabinet de Saint-Pétersbourg voulait évidemment faire dire de lui :

« Le jour n'est pas plus pur que le fond de son cœur. »

Il est certain que c'était là une fort belle morale. On la dirait tirée, sinon des Pères de l'Église, du moins de Fénelon, Bourdaloue, Bossuet. Il y a l'onction, l'entraînement, la force, et elle n'était pas sans garantie du gouvernement : elle avait celle de la cour moscovite, ce qui n'aurait pas dû suffire. Depuis longtemps, la foi russe remplace très-avantageusement la foi punique.

Cependant, les puissances se laissèrent, cette fois encore, prendre à cette glu de Patelin, et la Russie eut de nouveau ses coudées franches pour agir contre la Turquie. Elle allait se charger de l'exécution du traité de Londres, tandis que l'inconséquente Restauration, qui avait fait, en 1823, la campagne d'Espagne pour y détruire la révolution triom-

phante, envoyait en Morée le général Maison avec un corps de quinze mille hommes pour soutenir la révolution grecque qui expirait.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg déclara la guerre à la Turquie, et lança un manifeste où il se posait, selon son habitude, en grand justicier du christianisme, de la civilisation et de l'humanité, si outrageusement méconnus, disait-il, par la Porte, qui ne demandait pourtant que le respect de ses droits et la faculté de vivre d'après les lois communes à tous les États indépendants. Le gouvernement russe était pressé : il voyait les réformes de la Turquie, ses progrès, sa marche vers un meilleur avenir, et c'est ce qui l'inquiétait. A ce train, elle devait arriver vite au rétablissement de l'ordre, de son autorité et de sa puissance, et alors ce rempart qui défend les intérêts de l'Orient et de l'Occident contre l'irruption des Cosaques serait plus difficile à renverser.

Telle était la pensée de la Russie, et on la trouve bien nette dans une dépêche *très-réservée* écrite par M. le comte Pozzo di Borgo à son gouvernement, le 14 décembre 1828, après la très-malheureuse campagne dont nous parlerons tout à l'heure, et qui, d'après le noble diplomate, exigeait que la *dignité, l'honneur et les intérêts de l'empereur fussent vengés des échecs reçus par ses armées :*

« L'empereur, y est-il dit, a mis le système turc à l'é-
« preuve, et Sa Majesté l'a trouvé dans un commencement
« d'organisation physique et morale qu'il n'avait pas jus-
« qu'à présent. Si le sultan a pu nous opposer une rési-
« stance plus vive, plus régulière, tandis qu'il avait à peine
« réuni les éléments de son nouveau plan de réforme et
« d'amélioration, combien l'aurions-nous trouvé formidable
« dans le cas où il aurait eu le temps de lui donner plus de
« solidité et de rendre impénétrable cette barrière que nous
« avons tant de peine à franchir. »

Assurément, voilà des confidences d'un grand prix, et il

en est d'autres, dans la même dépêche, qui ont aussi leur mérite. On sait fort bien que, depuis longtemps, la Russie fomente et soudoie les soulèvements des populations chrétiennes contre l'autorité du sultan, et voici ce que M. Pozzo di Borgo veut bien nous apprendre pour notre édification :

« Nous laisserons les chrétiens combattre leurs tyrans et « nous susciterons à notre ennemi toutes les tempêtes qu'il « provoque, puisqu'elles deviennent une partie de notre « défense naturelle et un moyen de le contraindre à se sou- « mettre aux conditions qu'il est de *notre honneur et de* NOTRE « SALUT *de lui imposer.* »

Et cet autre encore : il s'agit des promesses de loyauté, de droiture, d'abnégation, faites aux puissances, ainsi qu'on vient de le voir. Elles pourraient les invoquer, et il faut l'éviter à tout prix, car

« Ce résultat embarrassant et même fâcheux pour nous, « dit toujours la dépêche, serait la conséquence immédiate « et inévitable de toute négociation dans l'état actuel des « choses. Si elle avait lieu, nous ne pourrions nous dispen- « ser de *mettre au jour nos intentions.* Dès lors, les Turcs en « appelleraient à l'Europe chrétienne, qui, sans contredit, « accueillerait leurs réclamations. »

Dans une autre dépêche du 14 décembre suivant, M. Pozzo di Borgo fait l'aveu

« Qu'il n'est pas permis de prévoir exactement ce qui « résulterait *de ce combat à mort*, et qu'il est impossible « néanmoins de ne pas y apercevoir les germes d'événe- « ments graves et capables de compromettre la paix géné- « rale. »

Ces dépêches, très-volumineuses, dont nous n'avons pu citer que quelques passages, indiquent parfaitement le cynisme de l'immoralité. Si, dans la vie privée, des individus se conduisaient de la sorte, ils seraient mis d'abord au ban des honnêtes gens et envoyés ensuite aux galères ; tandis que ces hommes d'État se voyaient considérés, hono-

rés, recherchés, fêtés, apothéosés, en vertu de cette distinction fort commode, qu'il y a deux morales très-différentes : l'une pour la vie privée, l'autre pour la vie publique; la première devant se soumettre à toutes les prescriptions justes; la seconde pouvant violer, si elle a la force pour elle, toutes les lois divines et humaines. A la rigueur, cette distinction n'était peut-être pas de nature à faire tache dans le paganisme, avec la pluralité des dieux. Jupiter n'était pas toujours d'accord avec ses collègues, et Vénus ne pensait pas en toutes choses comme Junon. D'où il devait résulter pour les simples mortels une grande variété de morales : c'est ce que nous apprennent sûrement les admirables poëmes épiques d'Homère et de Virgile.

Mais avec l'unité de Dieu il ne saurait y avoir qu'une morale, et le christianisme, qui en est la plus haute expression, ne doit voir que des coquins dans ceux qui la violent aussi criminellement, avec cette seule différence que les uns sont placés en bas de l'échelle sociale et les autres en haut.

Et la Russie se dit cependant l'apôtre par excellence, le vengeur prédestiné de cette religion de vérité qui n'a pour objet que l'amour du prochain.

Et elle déclare que *ses intérêts* veulent qu'elle fasse *une guerre à mort* à la Turquie; que son honneur exige son déshonneur; que *son salut* lui impose *sa perte;* que tous les engagements d'équité, de modération, de désintéressement, *pris à la face de l'Europe,* sont des mensonges; qu'en un mot, tous les moyens sont bons pour assurer le succès d'une cause injuste, d'une ambition dépravée et sans mesure, de convoitises pleines de périls pour tous les intérêts de la civilisation. C'est la doctrine, le culte du but.

Voyez ce qu'elle a fait de la Pologne, et songez toujours à ce qu'elle veut faire de la Turquie, afin que cette seconde iniquité ne s'accomplisse pas comme la première.

XXIII

Reprenons notre récit.

La Turquie, comme l'avait prévu *si clairement* M. le comte Pozzo di Borgo, était battue par toutes les tempêtes à la fois. L'Europe, stupidement trompée et irritée, semblait conjurée à sa complète ruine ; et, sous l'odieux et inconcevable prétexte que la Porte devait des réparations à la Russie, la guerre lui fut déclarée par l'empereur Nicolas, qui fit préalablement la paix avec la Perse, à Tourmantchaï, le 28 février de cette année, en lui prenant toutefois les deux khanats d'Érivan et de Naklitchivan, et en lui imposant une indemnité de guerre de 80 millions de francs. Il paraît que la Perse lui devait également des réparations ; c'était une règle établie depuis longtemps aussi bien pour elle que pour la Turquie : elles lui en devaient toujours. De là, leurs démembrements successifs.

Puis, tandis que le général Paskievitch attaquait le Caucase et l'Arménie, le czar se mettait à la tête de l'armée du Danube, ayant, pour le guider dans son noviciat de héros, qu'il dut abandonner bientôt, la nature s'étant montrée avare envers lui sous ce rapport, le nom, la valeur et l'expérience du général Diebitch.

La première campagne ne le couvrit pas de gloire ; peut-

être même fut-elle un peu honteuse pour la renommée qu'il avait rêvée. Les défaites furent plus nombreuses que les succès, et le comte d'Apponyi, ambassadeur d'Autriche à Paris, disait à M. le comte de Laféronays, ministre des affaires étrangères, le 15 décembre 1828, que « l'armée russe était en ruine et en décomposition complète, physique et morale, que les troupes étaient découragées, les généraux divisés et l'empereur abattu. Que les Turcs, au contraire, augmentaient de force et de courage. »

Nicolas Ier ne pouvait pas, c'est M. le comte Pozzo di Borgo qui le dit, rester sous le coup de ces défaites si peu attendues et qui ne lui permirent pas *de pénétrer rapidement jusqu'à la capitale.* Donnant sa démission de héros, il confia à Diebitch, en 1829, les soins d'une seconde campagne dans laquelle furent employées les plus grandes ressources de la Russie, et qui n'aurait pas été plus heureuse que celle de 1828, si le contingent de Bosnie était venu à temps se joindre à l'armée du sultan.

Dans ces deux campagnes, la conduite des troupes ottomanes, composées de conscrits qui n'avaient jamais vu le feu, étaient sans la moindre instruction militaire et n'avaient encore reçu aucune organisation régulière, fut admirable, et il ne leur manqua pour triompher que le secours de la flotte détruite à Navarin. Leur réputation de bravoure et de solidité resta intacte, et l'on peut s'en convaincre en lisant dans le général Valentini, qui était au service de la Russie et écrivit l'histoire de cette guerre :

« Les vétérans parmi nos généraux, dit-il, voyant combattre les jeunes troupes turques, se rappelaient les soldats français au commencement de la guerre de la Révolution. Comme les Français d'alors combattirent leurs adversaires sans connaissance et sans exercice, tels nous avons vu aujourd'hui les Osmanlis faire leurs premiers essais sous les mêmes auspices. Si nous trouvons toujours trois cents hommes engagés contre trois mille, et avoir

« le dessous, on n'y verra rien que de très-naturel et rien « de déshonorant. »

Ce serait gâter ce magnifique brevet de gloire que de le commenter; et puisque les Russes étaient comme 3,000 sont à 300, avec tous les avantages d'une vieille et forte organisation, Diebitch franchit les Balkans sans s'illustrer beaucoup, et l'empereur Nicolas put apprendre par cette campagne, mieux encore que par la précédente, qu'il était dangereux de laisser à la Turquie le temps de s'organiser.

La diplomatie, effrayée cette fois, bien qu'elle eût contribué, par ses déplorables connivences, au succès de l'armée russe; sachant d'ailleurs, mais un peu tard, qu'on ne pouvait point ajouter foi même aux promesses les plus solennelles, aux engagements les plus formels, les plus positifs du cabinet de Saint-Pétersbourg, fit d'actives et de nombreuses démarches qui aboutirent au traité d'Andrinople, livrant presque à la Russie les destinées de l'empire ottoman.

Par ce traité, la Russie s'annexa le Delta du Danube, qui devint alors menaçant pour les Principautés moldo-valaques et la Bulgarie. Il lui donna 200 lieues de côtes sur la mer Noire, le pachalik d'Akhalsik, trois positions militaires importantes, et la ville d'Anapa, clef de la Circassie. Des priviléges commerciaux furent accordés au commerce russe. La Porte reconnut et déclara le passage du canal de Constantinople et le détroit des Dardanelles entièrement libres et ouverts à toutes les puissances; elle adhéra aux stipulations du traité de Londres du 6 juillet 1827, et accorda à la Russie une indemnité de 10 millions de ducats de Hollande, ou environ 120 millions de francs.

Un second traité signé le même jour régla la condition des Principautés danubiennes de façon à ce qu'elles n'obéissent plus qu'aux ordres de Saint-Pétersbourg. Tous les musulmans en furent expulsés. Le gouvernement russe y établit une quarantaine dont l'administration supérieure

fut confiée à ses agents, et qui isolait ces provinces des autres parties de l'empire. Il réduisit l'autorité du sultan à un vain hommage et au payement d'un tribut. Il y fut bientôt omnipotent. Tout s'y faisait par lui, même les révolutions. C'est par les intrigues de ses émissaires qu'en 1848 le prince Bibesco, hospodar de Valachie, fut renversé du pouvoir, sous l'inculpation de tiédeur envers la Russie ; et cela fut une occasion à celle-ci de faire occuper ces pays par un corps d'armée, concurremment avec les troupes du sultan, que la résolution du cabinet de Saint-Pétersbourg obligea à cette mesure. Les occupations russes imposaient de lourds sacrifices aux Principautés. M. Ubicini a établi, d'après des documents officiels, que cette occupation et celle de 1854 leur coûtèrent plus de 200 millions de francs, somme énorme pour une population de 3 millions et demi d'habitants. Il fallait bien que la Russie se récupérât d'une façon quelconque des libéralités qu'elle faisait aux boyards pour les avoir toujours à sa dévotion. Nous avons eu dans les mains un document fort curieux, où l'on voyait le chiffre des pensions que le gouvernement russe servait, sinon à tous les boyards, ce qui serait trop dire, du moins à la généralité d'entre eux ; et ainsi s'expliquaient en partie les 80 millions de francs par an qu'il dépensait et dépense sans doute encore pour les affaires d'Orient.

Le traité d'Andrinople offre la mesure assez exacte de la loyauté du cabinet de Saint-Pétersbourg. C'est ainsi que le czar donnait l'exemple de sa modération, de son désintéressement, de toute absence d'ambition et de pensées exclusives, comme M. le comte de Nesselrode disait si bien dans sa dépêche du 6 janvier 1828 ; c'est ainsi qu'il faisait honneur à ses promesses impériales. La foi russe ne procède jamais autrement, et l'on voit que nous avons eu raison de dire qu'elle remplaçait très-bien la foi punique.

Et l'Europe, si bien jouée par les artifices de la chancellerie moscovite, que dit-elle en cette étrange conjonc-

ture, quels sentiments exprima-t-elle? S'indigna-t-elle du moins ?

L'Europe eut la bonté de complimenter le cabinet de Saint-Pétersbourg sur sa rare magnanimité, et si elle se trompa sur la portée incalculable du traité d'Andrinople, la Russie ne le fit point, ainsi qu'il appert d'une dépêche adressée, le 12 février 1830, au grand-duc Constantin par M. le comte de Nesselrode.

« Les conditions du traité d'Andrinople, dit le chance-
« lier de l'empire, ont consolidé la prépondérance de la
« Russie dans le Levant, renforcé ses frontières, affranchi
« son commerce, garanti ses droits, assuré ses intérêts.

« Elles satisfont au besoin de nos provinces méridionales,
« où le commerce grec avait formé des rapports d'une utile
« et croissante activité jusqu'à l'époque de la *déplorable ré-*
« *volution de* 1821, et, à cet égard, aucun autre État ne sau-
« rait avec succès disputer à la Russie ni des avantages que
« la nature des choses a créés, ni l'influence prépondérante
« qui en sera le résultat nécessaire.

« Il ne tenait qu'à nos armées de marcher sur Constan-
« tinople et de renverser l'empire turc. Aucune puissance
« ne s'y serait opposée. Mais, dans l'opinion de l'empereur,
« cette monarchie, réduite à n'exister que sous la protec-
« tion de la Russie et à n'écouter désormais que ses désirs,
« convenait mieux à nos intérêts politiques et commer-
« ciaux que toute combinaison nouvelle. »

Il n'est pas sans intérêt, croyons-nous, dans les circonstances présentes, de faire remarquer qu'il est dit dans la dépêche que la Russie se refusa très-formellement à soutenir et à accepter la condition que le prince Léopold, qui venait d'être choisi par les puissances pour régner en Grèce, mit à son acceptation de la couronne. *Il demandait que l'île de Candie fît partie de son nouveau royaume.* N'est-ce pas là un trait piquant de la politique russe? *O tempora ! o mores !* Comme les destins, les volontés sont changeantes.

XXIV

Du moment que la Porte eut adhéré au traité de Londres, dont les Grecs ne se contentaient plus, on se mit vite à fabriquer le royaume de Grèce tel qu'il est aujourd'hui, et la chose se fit par une multitude de déclarations, notes, protocoles et arrangements qui n'ont pas à figurer dans notre travail.

Nous n'y relèverons que trois points seulement. Dans la note du 8 avril 1830, il est dit, article 3 :

« Le souverain de ce pays ne pourra pas être choisi parmi « les membres des familles régnantes dans les États signa- « taires du traité de Londres. »

Et la grande-duchesse Olga est reine de Grèce. Aussi la Russie veut-elle aujourd'hui ce qu'elle refusa en 1830 : elle veut que l'île de Candie soit réunie à la Grèce. L'insurrection crétoise, fomentée par ses soins, entretenue par ses intrigues et ses subsides, n'a jamais eu d'autre sens.

Il est encore dit dans cette note :

« Il est superflu d'ajouter que les cours alliées ne sau- « raient tolérer aucun empiétement, aucune entreprise du « nouvel État grec sur l'empire ottoman. »

Et depuis trois ans la Grèce, toujours à l'instigation de la Russie, alimente de toutes ses forces, au su et au vu de tout

le monde, l'insurrection crétoise dont ses bandes ont pris l'initiative !

Il est dit enfin dans le protocole de Londres du 20 février 1830 :

« Les puissances alliées ne sauraient admettre le droit « d'intervenir de la Grèce par rapport à la manière dont le « gouvernement turc exerce son autorité dans l'île de « Candie. »

Et depuis lors, le gouvernement grec n'a pas cessé un seul jour d'user et d'abuser, par tous les moyens possibles, de ce droit que les puissances ne sauraient admettre, mais qu'elles font plus que tolérer.

En refusant l'île de Candie à la Grèce, malgré toutes les criailleries des Hellènes, les puissances savaient très-bien ce qu'elles faisaient. Elles les avaient trop vus de près pendant et après la révolution, et si elles consentirent à les détacher de la Turquie, ce fut bien plus par amour-propre et pour ne pas démentir leur conduite durant tous ces événements que pour faire une œuvre utile à l'Orient. Elles savaient qu'elle serait non-seulement stérile, mais encore nuisible à la paix générale. Ces promesses étaient dans tous leurs actes, et ils les ont religieusement tenues. Celles d'ordre, de travail et de progrès ont été entièrement mises de côté. Et c'est pourquoi, en faisant ce mal, qui était peut-être dans la situation et devait leur donner tant de soucis, elles fixèrent des limites qui ne pouvaient gêner en rien les bons instincts de ce pays, s'il y en avait eu. Le territoire actuel, s'il était un peu cultivé, pourrait nourrir une population cinq fois plus grande que celle d'aujourd'hui, qui ne dépasse pas un million d'habitants. Voyez ce qu'ils ont fait, les malheureux, en bien peu de temps, des îles Ioniennes si florissantes sous l'autorité britannique. L'île de Candie et tous les pays qu'on leur annexerait auraient infailliblement le même sort. Aussi, tout dernièrement, une personne bien posée, qui n'a pas les plus vives sympathies pour les mu-

sulmans, nous disait, avec une grande franchise, que les Grecs, par leur folle conduite, avaient réussi à faire aimer les Turcs.

Mais passons pour arriver au dernier traité onéreux de la Russie avec la Turquie.

XXV

Le général Duhamel, consul général de Russie en Égypte, avait une grande influence sur Mehemet-Ali, qui n'avait certes pas besoin d'être excité à la révolte contre l'autorité de son souverain. C'était pourtant une des plus constantes applications de ce consul. On sait qu'en 1832 les troupes du sultan furent défaites à Konieh par les troupes du vice-roi, dont l'ambition visait très-haut. Après tant de malheurs, ce grave échec compromit davantage la situation de l'empire, et dans cette circonstance difficile le cabinet de Saint-Pétersbourg s'empressa d'offrir *ses bons et généreux services* à la Porte. L'amiral Rousssin était alors ambassadeur de France à Constantinople. Le sultan le fit appeler et lui dit que s'il pouvait lui assurer l'appui de son gouvernement, non-seulement il refuserait les offres de l'empereur Nicolas, mais qu'il chasserait encore de ses États tous les sujets russes.

La politique française, à cette époque, n'était pas, hélas! en Orient, conforme aux traditions nationales. Le gouvernement de Juillet imitait la Restauration, à qui le cabinet de Saint-Pétersbourg avait promis les frontières du Rhin, et il devait, comme elle, prendre un jour le chemin de l'exil. L'amiral Roussin, qui était un vaillant marin et un homme de cœur, eut le regret de ne pouvoir rien promettre, et la

Porte dut signer avec la Russie, pour huit années, le 8 juillet 1833, à Unkiar-Skelessi, un traité d'alliance offensive et défensive, dont une clause secrète stipulait que les Dardanelles seraient éventuellement fermées aux puissances occidentales en restant ouvertes, ainsi que le Bosphore, aux flottes russes. Ce traité couronnait celui d'Andrinople et tous les précédents. La Turquie était plus que jamais à la merci de la Russie.

La clause secrète fut connue de la France et de l'Angleterre, qui protestèrent sans aller plus loin; et la Russie, satisfaite de son triomphe, daigna réduire le chiffre de l'indemnité de guerre par un nouveau traité du 29 janvier 1834, confirmatif du dernier; elle évacua même en partie les Principautés moldo-valaques.

Les conventions de 1840 et 1841, qui intervinrent après la bataille de Nezib, perdue en 1839 par les troupes impériales, et après la mort du sultan Mahmoud, qui n'eut pas la douleur d'apprendre ce revers, reconnurent comme un principe d'ordre européen l'intégrité et l'indépendance de l'empire ottoman, et mirent fin au traité d'Unkiar-Skelessi. Ces conventions furent signées également par la Russie, qui jugea que sa politique ne pouvait pas s'accommoder d'une ambition qui, dans sa pensée erronée, pouvait, par une révolution dans l'ordre de succession de la dynastie ottomane, rendre à l'empire une puissance contraire à ses calculs. Ce n'est pas sur le bruit des feuilles publiques et sur les sables du désert que se fondent les royaumes durables. Aujourd'hui, on doit en être très-convaincu, bien qu'un journal, fort jeune il est vrai, paraisse d'une opinion contraire, puisqu'il offre, comme une bonne solution des difficultés du moment, de donner Candie à l'Égypte, solution qui réunirait certainement contre elle tous ceux qui, de près ou de loin, par voie directe ou indirecte, sont intéressés dans la question. C'est ici, ce nous semble, la place de dire quelques mots sur la grande figure historique du sultan Mahmoud II.

Ce souverain, dit M. Urquhart avec l'autorité la moins contestée et la moins contestable en ce sujet, avait devant lui une tâche immense. Il fallait qu'il fît à lui seul ce qu'ont fait en France les rois depuis Louis le Gros, et ce qui n'a été terminé que par la Convention. Il fallait qu'il réduisît à l'obéissance des gouverneurs élus des provinces, les chefs des grandes cités, les chefs héréditaires des familles féodales, les pachas, les ayans, les déré-beys. Il fallait qu'il extirpât les janissaires, qu'il émancipât les rayas, qu'il rétablît des rapports nouveaux avec les populations musulmanes lasses de leur sujétion, qu'il abaissât l'orgueil de la religion dominante, qu'il apprît la tolérance aux musulmans et les préparât à pactiser un jour avec les chrétiens. Il fallait qu'il fût à lui seul un Louis le Gros, un Louis XI, un Richelieu, une Convention. N'est-ce pas, pour une vie d'homme, une œuvre immense? Mahmoud y a suffi cependant. S'il y a eu beaucoup à faire, qui pourrait lui reprocher de n'avoir pas fait assez? Et il a accompli cette œuvre colossale au milieu des tempêtes que la Russie ne cessa pas de soulever contre lui, malgré les guerres désastreuses qu'elle lui fit, malgré la révolution grecque, malgré Navarin, malgré toute l'Europe qui s'était liguée contre lui.

Mahmoud II eut pour successeur Abdul-Medjid, qui monta sur le trône le 1er juillet 1839, à l'âge de seize ans; et le 3 novembre suivant, il inaugura les grandes réformes de la Turquie par le *hatti-cherif de Gulhané*, qui lui valut toutes les sympathies de l'Europe libérale.

Il ne nous reste plus qu'à examiner rapidement les causes de la guerre de Crimée et ses résultats à l'égard de la Turquie, de la Russie et de l'Europe.

XXVI

La guerre de Crimée ne fut qu'un des épisodes si nombreux des vues ambitieuses de la Russie à l'égard de l'empire ottoman; mais pour trouver les causes directes et particulières de cette guerre, il faut remonter à l'année 1844, époque à laquelle l'empereur Nicolas visita la capitale de l'Angleterre dans un but qui se rapportait singulièrement aux plans séculaires des czars vis-à-vis de la Turquie.

Par les conventions de 1840 et 1841, la Russie avait perdu le droit de régler ses affaires avec la Porte sans médiation, et tous les soins qu'elle s'était donnés depuis le traité de Kaïnardji pour maintenir cette situation si exceptionnellement avantageuse à ses desseins se trouvaient anéantis. L'empire ottoman était rentré dans le droit commun des États; il faisait partie, en quelque sorte, du concert européen. Cela ne pouvait pas convenir longtemps à Nicolas Ier, dont l'influence était prépondérante en Europe. Jamais souverain n'en eut une plus considérable sur la direction des affaires générales.

De là son voyage à Londres, où il vit la reine Victoria, lord Wellington, lord Aberdeen et tous les autres hommes importants du parti tory. Un *memorandum* du comte Nesselrode, présenté au gouvernement britannique en juin 1844,

à l'occasion de ce voyage, nous apprend quel fut l'objet des entretiens de ces grands personnages. On y lit :

« On ne saurait se dissimuler combien l'empire ottoman « renferme d'éléments de dissolution. Des circonstances « imprévues peuvent hâter sa chute sans qu'il soit au pou- « voir des cabinets de la prévenir.

« Dans l'incertitude qui plane sur l'avenir, une seule idée « fondamentale semble d'une application vraiment pratique, « c'est que le danger qui pourrait résulter d'une catastrophe « en Turquie sera diminué beaucoup si, le cas échéant, la « Russie et l'Angleterre s'entendent sur la marche qu'elles « auront à adopter en commun.

« Dans ce but ainsi formulé, la politique de la Russie et « de l'Autriche se trouve étroitement liée par le principe « d'une parfaite solidarité. Si l'Angleterre, comme princi- « pale puissance maritime, agit d'accord avec elles, il est à « présumer que la France se trouvera *dans la nécessité* de « se conformer à la marche concertée entre Saint-Péters- « bourg, Londres et Vienne.

« C'est à assurer cet objet, d'un intérêt commun, que « devra être consacrée l'entente préalable que la Russie et « l'Angleterre établiront entre elles, le cas échéant, ainsi « que *l'empereur en est convenu avec les ministres de Sa Ma- « jesté britannique pendant son séjour en Angleterre.* »

Rien de plus clair : Nicolas Ier croit avoir séduit l'Angleterre, et pour lui il ne s'agit plus que de saisir un bonne occasion, qu'il s'ingéniera à faire naître, pour tirer parti de la *catastrophe*, qui ne peut manquer d'obéir à la baguette magique du cabinet de Saint-Pétersbourg, très-habile en ce genre d'opérations. Qui pourrait l'empêcher? La Prusse est passée sous silence : elle ne compte pas, et le roi Louis-Philippe, pour qui le czar n'a ni grande affection ni estime bien profonde, parce qu'il a osé se mettre à la place de la Restauration, qui jouissait de toutes les bonnes grâces moscovites, sera très-heureux d'emboîter le pas à une politique

si prévoyante, si honnête, si pleine de sollicitude pour les intérêts généraux de l'Europe.

Il ne s'agit donc que de créer l'occasion de faire jouer cette précieuse baguette magique. Quoique impatients, les autocrates russes savent attendre, et la révolution de 1848, qui ébranla si profondément tous les trônes de l'Europe, ne parut pas être sans doute cette occasion si amoureusement guettée. Chacun veillait pour soi.

L'Autriche luttait péniblement contre la Hongrie, qui voulait reconquérir sa complète indépendance; et sans un corps d'armée russe qui vint à son secours, que serait-elle devenue? La Hongrie succomba, et les vaincus trouvèrent un généreux asile dans les États du sultan, qui aima mieux s'exposer à une guerre avec l'Autriche et la Russie que de violer les lois de l'hospitalité ottomane. La demande d'extradition du cabinet de Vienne, énergiquement soutenue par la diplomatie russe, échoua devant la dignité virile du sultan.

Presque en même temps, nous l'avons dit précédemment, les manœuvres de la Russie amenèrent la chute du prince Bibesco, hospodar de Valachie, qui fut bientôt suivie de celle du prince Michel Stourdza, hospodar de Moldavie, et l'empereur Nicolas arracha à la Porte, le 1er mai 1849, le *sened* de Balta-Liman, qui modifiait profondément les stipulations les plus importantes du *statut organique* de 1831. D'après ce *sened*, les nouveaux hospodars seraient nommés provisoirement par la Porte et la Russie pour sept ans, au lieu de l'être à vie par les mandataires de la nation, et leurs territoires occupés par les troupes des deux États, ce qui eut lieu : celles du sultan furent placées sous les ordres d'Omer-Pacha, et celles de l'empereur Nicolas eurent pour commandant en chef le général Hasford.

C'est ainsi que Barbo-Stirbey, frère aîné du prince de Bibesco, fut nommé en Valachie, et Grégoire Ghyka en Moldavie.

Durant cette occupation, la Porte y eut successivement trois commissaires : Soliman-Pacha, Fuad-Pacha, qui se rendit ensuite en mission à Saint-Pétersbourg pour l'aplanissement des difficultés relatives à la question des réfugiés hongrois, et Ahmet-Vefik éfendi.

Le commissaire russe fut le général Duhamel, naguère, on doit se le rappeler, consul général en Égypte.

Pour le cabinet de Saint-Pétersbourg, le *sened* de Balta-Liman fut un nouveau succès sur les droits souverains du sultan, et si l'occupation russe accrut considérablement la ruine des Principautés, celle de la Turquie ne leur coûta rien. Ajoutons, parce que nous l'avons vu de nos propres yeux, que les troupes russes, malgré les sacrifices énormes imposés à ces provinces par leurs chefs, étaient si mal nourries, qu'elles seraient mortes de faim sans les abondantes distributions de vivres qui leur étaient faites à la porte des casernes habitées par les troupes ottomanes.

Disons en passant que, dans l'année 1842, la Russie avait fait également acte de prépotence en Serbie comme elle venait de le faire en Valachie et en Moldavie. Le pays avait renvoyé le prince Michel, très-dévoué à la Russie, et il nomma à sa place le prince Karageorgevitch. Le czar prétendit que cette élection n'était pas parfaitement régulière, et après plusieurs mois de négociations difficiles, pendant lesquelles Sarim Pacha défendit avec autant de vigueur que de talent les droits de la Serbie, il fallut procéder à une nouvelle élection qui confirma la première, au grand déplaisir du cabinet de Saint-Pétersbourg, qui croyait presque siennes les trois principautés. L'occasion tant souhaitée ne sortit donc pas de ces derniers événements : il fallut la chercher ailleurs.

XXVII

En 1852, Omer-Pacha avait dû se rendre dans le Montenegro pour châtier la turbulence des habitants de ce pays, qui, selon leur vieille habitude, faisaient de fréquentes irruptions dans les districts limitrophes, qu'ils pillaient et saccageaient.

Pour l'aider dans ses opérations, la Porte lui adressait tout ce qui lui était nécessaire par les ports de Kleck et de Souterina.

L'Autriche avait encore sur le cœur l'affaire des réfugiés hongrois. Poussée par le cabinet de Saint-Pétersbourg, et fort désireuse d'ailleurs d'être désagréable à la Turquie, elle se mit dans l'idée de vouloir, elle aussi, protéger quelque chose, le Montenegro, par exemple. Par ce motif et quelques questions se rattachant à des intérêts privés, elle envoya près de la Porte, en mission extraordinaire, M. le lieutenant-maréchal comte de Linange, qui arriva à Constantinople le 30 janvier 1853. Il fit ses visites officielles et remit ensuite une note assez pressante au ministre des affaires étrangères, dans laquelle il contestait à la Turquie le droit de se servir des ports mentionnés, qui étaient en litige depuis fort longtemps, et demandait la prompte solution des affaires privées.

On savait à Constantinople que le prince Mentschikoff y

était attendu pour remplir, à son tour, une mission extraordinaire relative à la question des lieux saints, précédemment soulevée par le général Aupick, ambassadeur de France.

M. le marquis de La Valette, qui avait succédé au général, engagea fortement la Porte à s'arranger sans retard avec M. le comte de Linange. « Dépêchez-vous, disait-il aux ministres, afin que tout soit terminé à l'arrivée du prince Mentschikoff, qui, dans ce cas, ne trouvera pas l'énergique appui qu'il attend du cabinet de Vienne. »

M. de La Valette avait vu juste. Le litige des ports de Kleck et de Souterina fut laissé dans le *statu quo*, et, les intérêts privés ayant été réglés, M. le comte de Linange quitta Constantinople le 15 février, tandis que le prince Mentschicoff n'y arriva que le 28. Il s'était attardé à Sébastopol, en passant avec un grand appareil, pour donner un poids plus imposant à sa mission, l'inspection des forces navales et de terre, comme ministre de la marine. Il fut vivement contrarié du départ de l'envoyé extraordinaire autrichien : il y vit presque une nouvelle trahison renouvelée d'autrefois; mais il fit son débarquement avec une pompe digne d'un potentat. Il avait un état-major des plus nombreux et composé de personnages hautement titrés. Toutes les personnes qui, de près ou de loin, tenaient à l'ambassade, s'étaient mises du cortége. Tout ce monde était chamarré d'or et d'argent et de décorations, et, de la mer à l'hôtel de l'ambassade, les Grecs formaient une double haie, en faisant retentir dans les airs les plus énergiques *vivats*, ce qui dut chatouiller agréablement la fibre moscovite du noble prince, qui déploya beaucoup moins de luxe lorsqu'il fit ses visites officielles à la Sublime Porte.

On sait qu'il s'y rendit en paletot gris, le chapeau sur l'oreille, et qu'il s'abstint d'aller voir le ministre des affaires étrangères, un des hommes les plus remarquables de l'empire ottoman, Fuad-Pacha, qui, pour ne pas aggraver la si-

tuation, donna loyalement sa démission. Le prince ne voulait pas avoir de rapports avec un homme aussi *fallacieux*, mot qui s'expliquera tout à l'heure, afin que l'on sache de quelle abominable façon l'*innocence* de la Russie fut trompée. O pudeur ! où vas-tu donc te nicher? Vous savez qu'ici pudeur ne peut signifier qu'effronterie, pasquinade à la Machiavel. Celle du petit-fils du pâtissier Mentschikoff, qui eut pour maîtresse Catherine Ire, s'était effarouchée, comme si la politique russe n'était pas le mensonge à jet continu, avec toutes les nuances qu'exigent les besoins de toute cause. Il était fort arrogant, et il crut probablement tenir la catastrophe de la Turquie.

C'est ici la place de dire sommairement en quoi consistait la mission du prince Mentschikoff.

XXVIII

En vertu des capitulations renouvelées en 1770, les Latins devaient posséder exclusivement huit sanctuaires des lieux saints. Il y avait eu des usurpations de la part des Grecs, qui avaient aussi fait filer une étoile en argent très-vénérée. Ainsi que nous venons de le dire, le général Aupick, représentant de la république de 1848, adressa à la Porte des réclamations à ce sujet, qui donnèrent lieu à des démarches dont la haute importance eut pour résultat un examen sérieux de la question.

M. de La Valette, comme nous l'avons dit également, ayant remplacé le général Aupick, donna une plus vive impulsion aux démarches commencées.

La Porte nomma des commissions donnant toutes les garanties d'impartialité désirables. D'un autre côté, les ministres délibéraient fréquemment pour trouver une solution convenable pour tous les intéressés. Il en sortit une de ce double travail, dont la France fut satisfaite, mais non la Russie, ni l'Église grecque. Le sultan écrivit à Napoléon III et à Nicolas Ier, et il se peut que, dans le désir louable assurément de satisfaire à la fois, sur un terrain aussi délicat, les deux gouvernements, la Porte soit tombée dans quelques contradictions médiocres, et se soit donné de légers

torts de conduite et non d'intention, à l'égard de l'un ou de l'autre, sur des points sans grande importance.

La cour des Tuileries, qui agissait cependant en vertu de conventions particulières, comprit cette situation difficile et ne songea pas à accroître les embarras de la Porte, qui avait à cette époque Fuad-Pacha, on se le rappelle, pour ministre des affaires étrangères.

La Russie, qui ne pouvait appuyer son intervention sur aucun titre spécial ayant trait à la question, ne voulut pas la comprendre, traita Fuad-Pacha de *fallacieux*, parce qu'il avait voulu faire de la conciliation entre les deux États, et confia au prince Mentschikoff la mission dont nous avons parlé.

Mais déjà l'empereur Nicolas s'était adressé personnellement à Napoléon III pour traiter ensemble cette affaire et *imposer* ensuite à la Porte l'arrangement qui serait intervenu entre Leurs Majestés impériales. Par ce tour, s'il avait réussi, la Russie se serait arrogé, avec l'aide de la France, le droit de protéger l'Église grecque en Turquie, but séculaire des czars, et que le prince Mentschikoff allait essayer d'atteindre, avec la ténacité et toutes les ressources de la diplomatie moscovite.

Napoléon vit le piége et refusa l'offre insidieuse de Nicolas Ier, qui voulait bien l'appeler *son ami*, mais non pas *son frère*. La révolution de 1848 lui avait fait espérer le retour de sa chère Restauration, et c'était le second empire qu'il voyait avec Napoléon III. Lord Seymour, à cette époque ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg, dont nous allons parler bientôt, nous dit que l'empereur Nicolas ne pouvait pas digérer le chiffre III, parce que sans doute il était une protestation contre la conduite des puissances qui ne voulurent pas, en 1815, reconnaître l'abdication de Napoléon Ier en faveur du roi de Rome, son fils.

Le vieux Mentschikoff se mit à la besogne avec une ardeur toute juvénile : il adressa à la Porte notes sur notes,

plus impertinentes les unes que les autres, auxquelles la Porte répondit avec un calme et une haute raison par lesquels elle mit à néant les beaux raisonnements du prince, et s'attira vite toutes les sympathies.

Sur ces entrefaites, lord Stratford de Redcliffe, ambassadeur d'Angleterre, qui était en congé, revint reprendre son poste, après avoir eu plusieurs audiences de l'empereur Napoléon. Les préventions qu'il avait sur cette question, à l'égard de la France, disparurent, et, s'étant mêlé activement aux négociations, il lui fut facile de reconnaître que le cabinet de Paris avait fait toutes les concessions désirables.

Ne trouvant appui nulle part, le prince Mentschikoff finit par convenir que ces concessions étaient effectivement satisfaisantes, mais à la condition d'un acte diplomatique qui donnerait à la Russie le droit de protéger tous les sujets du sultan appartenant au rite grec. Voici comment il s'exprimait dans la note du 19 avril 1853 :

« Tout en voulant être oublieux du passé, et n'exigeant « pour réparation que le renvoi d'un ministre *fallacieux* et « l'exécution patente de *promesses* solennelles, l'empereur « se trouvait obligé de demander des garanties solides pour « l'avenir.

« Il les veut formelles, positives et assurant l'inviolabilité « du culte professé par la majorité des sujets chrétiens, « tant de la Sublime Porte que de la Russie, et enfin par « l'empereur lui-même.

« Il ne peut en vouloir d'autres que celles qu'il trouvera « désormais dans un acte équivalent à un traité, et à l'abri « des interprétations d'un mandataire malavisé et peu con- « sciencieux. »

On voit que l'orgueil d'un maître et l'injure grossière se trouvent sous chaque mot.

C'est alors que la question prit toute sa netteté et sa plus grande gravité. Tous les gouvernements eurent la perception claire du but réel de la mission du prince Mentschikoff.

La Porte refusa et fit des firmans qu'elle publia et communiqua à tous les cabinets, pour confirmer à la face de l'Europe les immunités de l'Église grecque, qu'elle avait d'ailleurs préservées toujours de toute atteinte.

Mais le prince Mentschikoff insista plus que jamais, prétendant que l'instrument diplomatique qu'il demandait n'était qu'une juste réparation. Il voulait, disait-il dans sa note du 11 mai, un acte émanant de la volonté souveraine du sultan, un engagement libre, mais solennel, qui pût effacer le souvenir pénible des fautes commises par quelques conseillers malveillants et inhabiles de Sa Majesté; il voulait ce témoignage d'égards pour les convictions religieuses de l'empereur, et s'il ne l'obtenait pas, si la Sublime Porte persistait à lui fermer les voies d'une entente *intime* et *directe*, il déclarait qu'il devrait considérer sa mission comme terminée, interrompre ses relations avec le cabinet du sultan et rejeter sur la responsabilité de ses ministres toutes les conséquences qui pourraient en résulter.

Il pensait, du reste, sans en être très-certain, que ce qu'il demandait se trouvait dans les traités de Kaïnardji et d'Andrinople.

La Porte répondait qu'elle était prête à confirmer les stipulations de ces traités qui n'avaient pour la question qu'un sens général, et qu'en allant au delà, elle porterait l'atteinte la plus grave aux droits de la couronne et à l'indépendance de l'empire.

Après trois mois de négociations, durant lesquelles le prince Mentschikoff employa l'intimidation la plus opiniâtre et toutes les roueries de la diplomatie moscovite, l'envoyé extraordinaire remit un *ultimatum* à la Porte, qui s'en tint à ses résolutions gardiennes de tous les intérêts présents et futurs de la Turquie.

Le 12 mai, le prince Mentschikoff était attendu dans un conseil de ministres qui se tenait chez le grand vizir Mehemet-Ali-Pacha, dans le Bosphore, pour chercher en commum

les termes d'un accommodement convenable. Au lieu de s'y rendre, il alla droit au palais impérial pour tâcher d'arracher au sultan ce qu'il n'avait pu obtenir de ses conseillers.

A cet affront, le ministère ottoman donna sa démission, et Reschid-Pacha, un des plus grands diplomates de l'époque, prit le portefeuille des affaires étrangères. La scène allait changer et s'agrandir par le talent, l'autorité, la haute valeur de cet homme d'État.

Après de nombreux conseils de ministres, auxquels prirent part tous les hauts fonctionnaires en activité et non-activité, il fut résolu que la Porte ne pouvait pas acquiescer à la demande de l'ambassadeur de Russie, dans la forme exigée par lui. Cette décision fut portée à la connaissance du prince par une note de Reschid-Pacha, du 19 mai, qui lui renouvelait l'assurance que toutes les immunités de l'Église grecque et tous les droits que la Russie tenait de ses traités avec la Porte seraient toujours à l'abri de toute violation.

Sur ce refus, le prince Mentschikoff quitta Constantinople avec tout le personnel de l'ambassade russe, n'y laissant provisoirement que le premier secrétaire, M. Balabine. Les relations diplomatiques furent interrompues.

Par quelle inconcevable obstination la Russie créa-t-elle cette situation qui remua si profondément l'Europe et alarma si vivement tous les intérêts? Nous sommes en mesure d'éclaicir ce point d'une importance si capitale.

XXIX

Un jour, c'était peu de temps après le départ du prince Mentschikoff, M. Balabine, qui avait le verbe très-haut, disait, dans un cercle d'intimes, à l'hôtel de l'ambassade :

« Pour nous, la question des Lieux-Saints n'a jamais eu « une grande importance. Le gouvernement français nous « a fait toutes les concessions que nous avons souhaitées. « Nous demandons ce que la Porte ne peut pas nous accor- « der, et comme elle va se trouver dans une situation cri- « tique à la suite de cette question soulevée par la France, « l'empereur Napoléon se croira tenu, par honneur, d'al- « ler au secours de la Turquie. C'est là que nous l'atten- « dons. Nous sommes d'accord avec la Prusse et l'Angle- « terre, et l'Autriche sera bien obligée de nous suivre.

« Notre flotte sortira de Sébastopol, la flotte anglaise par- « tira de Malte, et lorsque nous tiendrons la flotte fran- « çaise entre deux feux, nous dirons à l'empereur de quelle « façon nous voulons régler, une fois pour toutes, la ques- « tion d'Orient. S'il adhère, c'est bien. S'il refuse, nous « coulons sa flotte, et les armées alliées marcheront sur la « France pour nous débarrasser d'un *intrus* qui pourrait « bien avoir la fantaisie de suivre les errements du premier « empire. »

Ainsi parla M. Balabine, dont les confidences furent rapportées à M. de Lacour, qui avait succédé à M. de La Valette. Dès ce moment, la coalition que la Russie croyait avoir si bien ourdie contre le second empire allait se former contre elle-même.

Mais par quels motifs la Russie était-elle parvenue à cette assurance qui avait dicté toute la conduite du prince Mentschikoff dans sa mission extraordinaire, et qui devait être la règle des décisions du cabinet de Saint-Pétersbourg ?

On doit le savoir, si l'on se rappelle le voyage de l'empereur Nicolas en Angleterre, et toutes les illusions qu'il en avait rapportées.

La Russie crut donc qu'elle pouvait tout oser contre la Turquie et contre la France, et qu'elle n'avait qu'à allonger le bras pour mettre la main sur la *catastrophe* de l'empire ottoman. Aussi, plein de confiance dans le prochain triomphe de sa politique et se conformant d'ailleurs aux habitudes de la chancellerie moscovite, le czar fit écrire des dépèches à la Turquie, des circulaires et des manifestes à l'adresse de l'Europe, par la plume si ductile, si preste, si déliée de M. le comte de Nesselrode, afin de leur prouver que la Russie ne demandait que ce qui lui était rigoureusement dû et bien dû.

Reschid-Pacha répondait au nom de la Porte, M. Drouyn de Lhuys au nom de la France, et lord Clarendon au nom de l'Angleterre, et pas une des raisons russes ne restait debout devant la puissante argumentation de ces hommes d'État.

Cependant l'empereur Nicolas fit occuper par ses troupes la Moldo-Valachie et la déclara en état de siége, en disant qu'on ne devait voir là qu'un *gage matériel* qu'elle prenait, et non un fait de guerre, qui était loin de sa pensée, et qu'elle garderait ce gage jusqu'à ce que réparation lui fût faite. A ces arrhes l'autorité russe en ajouta incontinent d'autres, qui avaient pour elle un grand prix : elle s'empara

de tout l'argent qui se trouvait dans les caisses publiques de ces principautés. L'argent n'est-il pas le nerf de la guerre ?

Il n'y eut dans toute l'Europe qu'un cri d'indignation contre le cabinet de Saint-Pétersbourg.

XXX

Le czar venait de se rencontrer à Olmütz avec l'empereur François-Joseph et le prince royal de Prusse (aujourd'hui le roi Guillaume Ier); et comme alors l'Autriche était fort embarrassée de prendre un parti, elle pensa qu'elle se tirerait d'affaire en provoquant des conférences qui eurent lieu à Vienne, où l'on se mit d'accord sur un projet d'arrangement que l'empereur Nicolas s'empressa d'accepter, à la condition qu'il serait imposé à la Turquie. C'est le 10 août 1853 que la note qui contenait ce projet en quatre points fut présentée à la Porte. Les souverains écrivirent au sultan, et leurs représentants reçurent l'ordre d'agir en commun pour obtenir une adhésion qui, dans leur esprit, terminait tout pour le mieux.

Mais lord Stratford de Redcliffe voulut avoir l'honneur d'emporter d'assaut cette tant désirée adhésion, et il se rendit seul à Balta-Liman, chez Reschid-Pacha, qui lui répondit, après une scène où l'ambassadeur britannique donna trop libre carrière à la violence de son caractère, que plutôt que de signer la note délibérée dans les conférences de Vienne il se laisserait couper le poignet. Il fit une contre-

note qui prouva péremptoirement que l'on voulait accorder, sans le savoir, plus que n'avait jamais demandé le prince Mentschikoff, et, ses explications ayant convaincu pleinement les puissances, le projet d'arrangement fut considéré comme non avenu ; ce qui fit jeter les hauts cris au czar, dont les prétentions restèrent néanmoins les mêmes. Il dit qu'on l'avait indignement trompé.

La Turquie, dont une partie du territoire était occupée par un corps d'armée russe, se vit donc dans la nécessité de déclarer la guerre au cabinet de Saint-Pétersbourg. Cette mesure fut prise le 4 octobre, et les 2 et 3 novembre Omer-Pacha commença ses opérations militaires en faisant traverser le Danube à 3,000 hommes, pour aller attaquer les Russes à Oltenitza. Presque en même temps, un autre détachement de troupes passait également ce fleuve, pour aller s'établir à Kalafat et empêcher, par ce moyen, les Russes de pénétrer dans la principauté de Serbie, qu'ils auraient trop facilement soulevée.

De leur côté, les Russes avaient pris vigoureusement l'offensive en Asie.

A ce moment-là, le maréchal Baraguay-d'Hilliers avait remplacé M. de Lacour.

Jusqu'alors la France et l'Angleterre avaient montré une modération et une sagesse des plus remarquables ; mais devant la persistance agressive et trop offensante de la Russie pour ces puissances, elles donnèrent l'ordre à leurs flottes de faire voile pour le Levant, afin d'y surveiller les événements. Elles s'approchèrent d'abord des Dardanelles ; puis elles allèrent mouiller à Beycos, dans le Bosphore, où elles étaient encore, lorsque l'animal Nokimoff, qui était sorti de Sébastopol avec des forces imposantes, pénétra, le 30 novembre, dans la rade de Sinope, où il brûla une escadrille turque qui s'y trouvait réunie par suite du mauvais temps qui régnait dans la mer Noire.

Ce fut un audacieux défi jeté à la France et à l'Angle-

terre, dont les flottes se décidèrent enfin à entrer dans cette mer. Nokimoff jugea prudent d'aller s'enfermer, pour ne plus en sortir, dans le formidable port de Sébastopol, qu'il ne sut défendre pendant la guerre qu'en y coulant toute sa flotte.

XXXI

L'Europe ne voulait pas la guerre. Les chancelleries le savaient, et malgré tous les faits que nous venons de raconter et qui auraient dû mettre, depuis longtemps, les puissances occidentales aux prises avec la Russie, leurs cabinets ne cessèrent pas de travailler au maintien bien fragile de la paix. Napoléon III lui-même adressa à l'empereur Nicolas une lettre autographe qui, par l'élévation de la pensée, la force du raisonnement, l'entraînement de la forme, aurait dû l'amener à des sentiments plus conformes au respect du droit et aux intérêts généraux de l'Europe.

Rien n'y fit, et, le 27 mars, la France et l'Angleterre, qui avaient déjà contracté une alliance offensive et défensive, à laquelle l'Italie se joignit bientôt, publièrent leur déclaration de guerre à la Russie, tandis que la neutralité sympathique des autres cabinets leur était assurée.

Contre toutes ses prévisions, la Russie se trouva isolée; mais il était trop tard pour reculer. Si elle le faisait, son prestige serait à jamais perdu dans tout l'Orient. Le sort en est jeté : c'est elle qui l'a voulu, et à la juste déclaration de guerre de la France et de l'Angleterre, qui avaient fait preuve d'une trop grande longanimité, le cabinet de Saint-

Pétersbourg répond par un appel sauvage au fanatisme de la nation.

« Je combats pour l'orthodoxie, disait le czar dans son ma-
« nifeste, tandis que la France et l'Angleterre se placent à
« côté des ennemis de la chrétienté. Dieu, notre Sauveur,
« qu'avez-vous à craindre? Que le Christ ressuscite et que
« ses ennemis disparaissent. »

Et dans sa réponse à l'empereur Napoléon, qui l'avait engagé à retirer ses troupes de la Moldo-Valachie, il disait avec un insolant orgueil « qu'il mettait sa confiance en
« Dieu et dans son droit, et qu'il était garant que la Russie
« saurait se montrer en 1854 ce qu'elle fut en 1812. »
Avec le secours tout-puissant d'un froid de 25 degrés qui, seul, vainquit l'armée française.

On a déjà vu, par tout ce qui précède, et notamment par les confidences de M. Balabine, que le droit moscovite n'avait rien à démêler ici. C'était purement et simplement une affaire d'ambition qui cherchait son couronnement, et les gouvernements n'eurent pas de peine à en fournir la démonstration la plus manifeste, la plus persuasive, la plus absolue, comme en le verra tout à l'heure.

Voici d'abord comment Napoléon s'exprimait, le 2 mars 1854, dans son discours d'ouverture de la session du Corps législatif :

« L'Europe semblait méconnaître le danger dont pouvait
« la menacer la puissance colossale qui, par ses envahisse-
« ments successifs, embrasse le nord et le midi, qui pos-
« sède presque exclusivement deux mers intérieures, d'où
« il est facile à ses armées et à ses flottes de s'élancer sur
« notre civilisation. Il a suffi d'une prétention mal fondée à
« Constantinople pour réveiller l'Europe endormie.

« Nous avons vu, en effet, en Orient, au milieu d'une
« paix profonde, un souverain exiger tout à coup de son
« voisin plus faible des avantages nouveaux, et, parce qu'il
« ne les obtenait pas, envahir deux de ses provinces. Seul,

« ce fait devait mettre les armes aux mains de ceux que l'i-
« niquité révolte. Mais nous avons aussi d'autres raisons
« d'appuyer la Turquie. La France a autant et peut-être
« plus d'intérêt que l'Angleterre à ce que l'influence de la
« Russie ne s'étende pas indéfiniment sur Constantinople;
« car régner sur Constantinople, c'est régner sur la Médi-
« terranée, et personne de vous, messieurs, je le pense, ne
« dira que l'Angleterre seule a de grands intérêts dans cette
« mer. D'ailleurs, cette politique ne date pas d'hier; de-
« puis des siècles, tout gouvernement national, en France,
« l'a soutenue : je ne la déserterai pas. »

Ce sont là de nobles paroles, et les traditions de la politique française en Orient se trouvèrent enfin glorieusement renouées. Ce fut un grand honneur pour le second empire, qui en retira une influence prépondérante en Europe, bien qu'elle ait eu depuis des intermittences regrettables qu'il est inutile de préciser. Comme l'a très-bien dit l'empereur, cette politique est *nationale*, parce qu'elle convient essentiellement aux intérêts de la France, qui, en dehors d'elle, ne peut avoir que de graves mécomptes.

Déjà lord John Russell avait dit, le 17 février, à la Chambre des communes :

« La mission du prince Mentschikoff n'était dans le fait
« qu'une mission ayant pour but d'assurer la suprématie
« de la Russie sur la Turquie, et de faire de la Turquie, à
« l'avenir, la sujette, complétement sujette, et la vassale de
« la Russie. Il s'agit de rejeter sur la tête de l'empereur de
« Russie, ce destructeur sans scrupule, les conséquences
« par lui si violemment et, je crois, si imprudemment pro-
« voquées. Il s'agit de maintenir l'indépendance, non-seu-
« lement de la Turquie, mais encore de l'Allemagne et de
« toutes les nations européennes. Je ne puis m'empêcher
« de penser que cette sauvage et frauduleuse tentative de
« l'empereur de Russie, cette violation de tout droit et de

« toute justice, aura éveillé en Autriche et en Prusse le « sentiment qu'elles doivent s'en isoler. »

Dans une circulaire adressée le 5 mars 1854, aux agents diplomatiques de l'empereur Napoléon, M. Drouyn de Lhuys disait :

« Nous croyons sincèrement, en prêtant notre appui à la « Turquie, être plus utiles à la foi chrétienne que le gou- « vernement qui en fait l'instrument de son ambition tem- « porelle. La Russie oublie trop, dans les reproches qu'elle « fait aux autres, qu'elle est loin d'exercer dans son em- « pire, à l'égard des sectes qui ne professent point le culte « dominant, une tolérance égale à celle dont la Sublime- « Porte peut à bon droit s'honorer, et qu'avec moins de « zèle apparent pour la religion grecque au delà de ses « frontières, et plus de charité pour la religion catholique « chez elle, elle obéirait mieux à la loi du Christ qu'elle in- « voque avec tant d'éclat. »

Le 10 mars, lord Shaftesbury déclarait à la Chambre des lords que la Turquie avait fait plus pour le christianisme depuis vingt ans que la Russie depuis neuf siècles.

Mon Dieu, que notre regret est grand de ne pouvoir citer, à cause de l'exiguïté du cadre que nous nous sommes tracé, tout ce qui se dit à cette époque de beau, de grand et de juste pour la Turquie et contre la Russie ! de ne pouvoir reproduire les dépêches, les notes, les circulaires, les manifestes des gouvernements, les écrits innombrables des publicistes ! Ce fut un déluge d'objurgations, de protestations, de malédictions contre la Russie et son souverain. On verrait alors que tout le monde avait véritablement conscience des dangers dont l'ambition moscovite menaçait tous les intérêts de l'Orient et de l'Occident.

Au lieu de vingt volumes que nous remplirions, nous devons nous borner à un nombre fort limité de pages ; mais nous ne saurions passer sous silence les révélations de lord Seymour, qui était ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pé-

tersbourg en 1853. Oh ! les précieuses dépêches que ce diplomate écrivit à son gouvernement pour lui faire connaître les entretiens intimes que le czar avait voulu avoir avec lui ! Elles étaient *très-secrètes et très-confidentielles*, ce qui n'empêcha pas le cabinet britannique de leur donner la plus grande publicité, afin de bien établir, même pour les personnes qui n'avaient nullement besoin de cet éclatant et irrécusable témoignage pour croire à l'odieuse duplicité de la Russie et à son ambition frénétique d'en finir avec la Turquie, combien le cabinet de Saint-Pétersbourg était obstinément coupable vis-à-vis de la Porte, et combien aussi il était urgent de mettre un frein à ses sinistres desseins. Ces dépêches feraient un gros livre, et nous n'avons de place que pour quelques citations que nous prendrons au hasard, et qui seront comme le bouquet de toutes les preuves que nous avons données pour soutenir la thèse que la Russie poursuivait *per fas et nefas* la destruction de l'empire ottoman, à son profit, bien entendu.

XXXII

Les personnes qui ont gardé le souvenir du grand drame qui allait se jouer savent à quel degré d'excitation à l'égard de la Russie étaient parvenus ceux qui aiment la paix et la voyaient compromise pour longtemps par les convoitises insatiables du cabinet de Saint-Pétersbourg. Mais lorsque les dépêches de lord Seymour parurent dans tous les journaux de l'Europe, une immense explosion de haine, de colère et d'indignation se fit partout, et l'on va voir qu'elle était parfaitement justifiée.

Dans une de ces dépêches (n'oublions pas qu'elles étaient *secrètes et confidentielles*), écrites à lord John Russell, le 11 janvier 1853, on lit :

« Les affaires de la Turquie, disait l'empereur Nicolas au
« représentant britannique, sont dans un état de désorga-
« nisation : le pays menace ruine. Sa chute sera un grand
« malheur, et il est important que l'Angleterre et la Russie
« en viennent à une entente parfaite, et qu'aucune des deux
« puissances ne fasse aucun pas décisif à l'insu de l'autre...
« Tenez, nous avons sur les bras un homme malade : ce
« serait, je vous le dis franchement, un grand malheur si,
« un de ces jours, il devait nous échapper, surtout avant
« que toutes les dispositions fussent prises. »

Pour écarter les soupçons de lord Seymour, dont la finesse diplomatique ne pouvait guère se méprendre sur les vues réelles de son auguste interlocuteur, le czar lui disait (dépêche du 23 janvier) qu'il renonçait aux rêves de Catherine II, ses États se trouvant bien assez grands ; mais il ajoutait :

« Maintenant, la Turquie est tombée graduellement dans « un état de décrépitude que, si désireux que nous soyons « de prolonger l'existence du malade, il peut subitement « mourir et nous rester sur les bras. Nous ne pouvons pas « ressusciter un mort. Si l'empire turc tombe, il tombera « pour ne plus se relever. Ne vaut-il pas mieux être pré- « paré à une telle éventualité que de s'exposer au chaos, à « la certitude d'une guerre européenne ? »

Comme on ne peut pas ressusciter un mort, le czar se préoccupe déjà de ce qu'on fera de sa dépouille la plus chère, c'est-à-dire de Constantinople, d'où l'on peut dominer le monde ; et voici sa façon de penser, que, par sa même dépêche, lord Seymour nous fait connaître :

« Usant de franchise, je vous dis nettement que si l'An- « gleterre songe à s'établir, un de ces jours, à Constanti- « nople, je ne le permettrai pas. De mon côté, je suis éga- « lement disposé à prendre l'engagement de ne pas m'y « établir en propriétaire, *mais en dépositaire*, car il pourrait « se faire que des circonstances me missent dans le cas « d'occuper Constantinople, si rien ne se trouve prévu, si « l'on doit tout laisser au hasard. »

L'autocrate prévoit pourtant que la France pourrait fort bien ne pas s'accommoder de ses magnifiques projets et avoir l'envie de s'opposer à leur exécution. Il s'en inquiète médiocrement ; c'est la même dépêche qui nous en instruit :

« Quant à une expédition française dans les États du sul- « tan, elle conduirait les affaires à une crise immédiate. Le « sentiment d'honneur le forcerait d'envoyer en Turquie « une armée, sans délai et sans hésitation, et si le résultat

« d'un tel mouvement était le renversement du Grand Sei-
« gneur, il le regretterait ; mais il serait persuadé de n'a-
« voir rien fait qu'il ne fût forcé de faire. »

On ne vit jamais pareille outrecuidance, ni erreur plus profonde, et la punition méritée ne devait pas se faire attendre longtemps. *Quos perdere vult Jupiter dementat.*

Le 6 février, lord John Russell répondit à lord Seymour que rien ne prouvait que la Turquie fût dans l'état où la croyait l'empereur Nicolas, et qu'il « n'existait pas de motif suffisant pour déclarer au sultan qu'il était hors d'état de maintenir la paix à l'intérieur et de conserver les relations amicales avec ses voisins. »

C'était aussi l'opinion de lord Palmerston, qui disait, à la même époque, dans la Chambre des communes, que l'empire ottoman avait plus progressé depuis trente ans en matière d'améliorations et de perfectionnements qu'aucun autre pays du monde, y compris surtout la Russie, et il vantait « la noble et sage conduite du sultan, qui a été un véritable et utile réformateur dans ses États. »

C'est encore vers la même époque, un peu avant, que M. le marquis de La Valette disait à la colonie française, avant de quitter Constantinople :

« La Sublime Porte a fait de nobles efforts pour faire
« avancer la nation dans les voies de la civilisation. La
« Turquie marche, et si l'on compare le présent au passé,
« l'on doit convenir qu'elle a fait de notables progrès. »

Le czar n'en démordit pas, et, conservant son aplomb autocratique, il répliqua à lord Seymour avec une rare désinvolture (dépêche du 21 février) :

« Votre gouvernement est porté à croire que la Turquie
« conserve quelques éléments d'existence ; il faut qu'il ait
« reçu des renseignements inexacts. Je vous le répète, le
« malade se meurt, et nous ne pouvons permettre qu'un tel
« événement nous prenne au dépourvu. Il nous faut en ve-
« nir à une entente, et nous y arriverions, j'en suis con-

« vaincu, si j'avais seulement dix minutes de conversation « avec vos ministres, avec lord Aberdeen, par exemple, « qui me connaît si bien, qui a en moi une confiance aussi « entière que celle que j'ai en lui. Je ne demande ni un « traité, ni un protocole. Une entente générale est tout ce « que je désire. »

Il n'est certes pas exigeant; mais lord Seymour, qui ne se laissait pas gagner à ce patelinage bien digne de la fameuse Catherine, soumit à lord John Russell cette simple et très-judicieuse observation :

« Il ne saurait y avoir de doute qu'un souverain qui in- « siste avec une telle opiniâtreté sur la chute imminente « d'un État voisin, n'ait arrêté dans son esprit que l'heure « est venue, non pas d'attendre sa dissolution, mais de la « provoquer.

« En supposant que mes soupçons soient fondés, le but « de l'empereur serait d'entraîner le gouvernement de la « reine avec les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne « dans un plan de partage de la Turquie et d'exclure la « France de cet arrangement. »

Si l'on consulte le *Moniteur universel* de 1854, on y voit pourtant que l'empereur Nicolas, homme de grande précaution et craignant sans doute que l'Angleterre ne voulût pas se prêter suffisamment à ce plan de partage, l'avait soumis, *secrètement et confidentiellement*, à Napoléon III, qui fit la sourde oreille.

Si l'idée du sort de Constantinople entrait si carrément dans les anxiétés de la sollitude du czar, il n'en était pas de même d'une contrefaçon quelconque du Bas-Empire ou d'un agrandissement de la Grèce, si peu considérable qu'il fût, ou de la formation de petits États. La dépèche de lord Seymour du 22 février ne laisse aucun doute là-dessus :

« Je ne permettrai jamais, lui disait le czar, que Con- « stantinople soit occupé par les Anglais ou les Français, ni « par aucune autre grande puissance. Je ne permettrai ja-

« mais la construction d'un empire byzantin, ni aucune
« extension de la Grèce qui en ferait un État puissant.
« Moins encore permettrai-je que la Turquie se partage en
« petites républiques, asiles ouverts au Kossuth, aux Maz-
« zini et autres révolutionnaires de l'Europe. Plutôt que de
« me soumettre à aucune de ces éventualités, je ferais la
« guerre, et je la continuerais aussi longtemps qu'il me
« resterait un homme et un fusil. »

N'avons-nous pas eu raison de dire que ces dépêches étaient fort curieuses, et non moins édifiantes qu'instructives ? Comme la vérité, le czar se mettait dans le plus simple appareil, qui ne lui fut pas très-avantageux.

C'est dans la même dépêche qu'à propos de la question des Lieux-Saints et de la conduite du sultan, on lit ces étonnantes confidences de l'autocrate :

« Ce *monsieur* (il s'agit du sultan) manque à la parole
« qu'il m'avait donnée et agit d'une façon qui m'est ex-
« trêmement déplaisante. Eh bien, je me suis contenté
« d'envoyer un ambassadeur à Constantinople, pour deman-
« der réparation. Certainement, je pourrais y envoyer une
« armée, si je le voulais. Il n'y a rien qui aurait pu m'en
« empêcher, et cependant je me contente de faire une dé-
« monstration de force suffisante pour prouver que je n'ai
« pas l'intention de me laisser jouer. »

Toujours la même erreur née de cet orgueil incommensurable qui lui fait croire que rien ne saurait entraver l'œuvre finale de ses convoitises.

Cette dépêche nous informe encore que, dans le cas de la dissolution de l'empire ottoman, l'empereur pensait qu'il était plus facile qu'on ne le croyait communément d'arriver à la conclusion d'arrangements territoriaux qui satisferaient tout le monde :

« Les Principautés, disait-il, sont de fait un État indé-
« pendant *sous ma protection :* c'est une situation qui peut
« continuer. La Serbie peut recevoir la même forme de

« gouvernement, et la Bulgarie aussi. Il ne me semble pas « exister de raison pour laquelle cette province ne forme- « rait pas un État indépendant. Pour ce qui est de l'Égypte, « je comprends l'importance de ce territoire pour l'Angle- « terre, et je n'aurais pas d'objection si vous la preniez. « J'en dirais autant de *Candie.* »

Ainsi, quand ce grand distributeur des provinces de la Turquie, qu'il croit pouvoir prendre en se donnant seulement la peine de se baisser, parle de contenter *tout le monde*, cela veut dire la Russie et l'Angleterre. Hormis ces deux puissances, qui donc pourrait avoir voix au chapitre et part au butin?

Il devait y avoir chez le czar un commencement d'aliénation mentale, et c'est pour cela sans doute que dans la même dépêche il veut et ne veut pas des États indépendants.

Dans les autres dépêches de lord Seymour, qui vont jusqu'au 21 avril, on lit que l'empereur est très-irrité contre le gouvernement français, qui voudrait brouiller toutes les puissances à l'occasion des Lieux-Saints; qu'il compte sur le cabinet britannique pour lui inspirer une conduite plus conforme aux traités, et qu'après tout il se réjouit d'être d'accord avec l'Angleterre pour toutes les éventualités qui pourraient surgir de l'état déplorable où se trouve la Turquie.

De ces dépêches il résulte encore que, lorsqu'un an avant leur publication M. Balabine parlait du plan de la Russie pour résoudre la question d'Orient contre la France avec le concours des autres puissances, il connaissait très-bien les entretiens que son auguste maître avait eus avec lord Seymour.

XXXIII

Après ces révélations, si étrangement émouvantes, il n'y avait plus qu'à tirer l'épée du fourreau pour avoir raison de l'ambition la plus dangereuse que le monde ait connue, et sauvegarder les droits les mieux établis et les intérêts de tous les États.

La Turquie entra la première en lice, et son admirable campagne sur le Danube était terminée, lorsque ses nobles alliées, la France, l'Angleterre et l'Italie, firent leur descente en Crimée.

Il ne saurait entrer dans le plan de notre travail que nous fassions l'histoire de cette grande guerre. Que pourrions-nous conter que nos lecteurs ne sachent aussi bien que nous ? Il nous suffira d'en dire quelques mots.

L'empereur Nicolas avait prétendu que la Turquie était bien malade et qu'elle pouvait lui rester sur les bras d'un moment à l'autre. Il avait oublié qu'elle avait eu le temps de puiser dans ses réformes l'organisation d'une bonne armée qui se couvrit de gloire à Oltenitza, à Kalafat, à Citate, au passage du Danube à Giorgevo, dans une grande bataille au-dessus de cette ville, et enfin dans l'immortelle défense de Silistrie, dirigée par le brave Moussa-Pacha, et contre laquelle tous les efforts de 80,000 Russes, commandés par leurs meilleurs généraux, luttèrent pendant six se–

maines sans pouvoir enlever les mottes de terre décorées du nom d'*Arab Tabia*. Battus dans toutes les affaires, quoiqu'ils fussent toujours en nombre très-supérieur, les Russes durent repasser le Danube, la nuit, sans tambour ni trompette, et ils quittèrent la Moldo-Valachie, que l'Autriche occupa, d'accord avec la France, l'Angleterre et la Turquie. Ce corps d'armée alla rejoindre ceux qui devaient avoir à défendre bientôt inutilement la Crimée et Sébastopol. Les Russes n'eurent des succès sans importance qu'en Asie.

La Turquie eut encore à lutter en Épire et en Thessalie contre des bandes composées des échappés de la cour d'Athènes, des prisons et du bagne du petit royaume, qui pillèrent, incendièrent et massacrèrent tous ceux de leur coreligionnaires qui ne voulurent pas entrer dans leurs rangs. Cette *glorieuse* expédition fut couvée et organisée par l'amiral russe Korniloff, qui, au lieu de suivre le prince Mentschikoff quand il quitta Constantinople avec toute son ambassade, dont il faisait partie, se rendit, flèche du Parthe, avec son état-major, à Athènes d'abord et ensuite dans toutes les îles de l'archipel grec pour les préparer à ces belles prouesses qui devaient, dans sa pensée, faire une puissante diversion en faveur de sa chère patrie.

Fuad Pacha fut envoyé dans ces pays en mission extraordinaire pour faire entendre raison à ces bandes, qui ne voulurent pas l'écouter et lui livrèrent bataille. Il n'est pas militaire et n'en avait nul besoin pour la circonstance : son courage devait lui suffire. Il se mit à la tête des troupes impériales et battit si bien les Grecs, que si les représentants des puissances à Athènes ne l'avaient prié de s'arrêter, il serait arrivé dans cette capitale en trois ou quatre jours.

La France et l'Angleterre firent occuper le petit royaume par quelques-uns de leurs bataillons, dont les soldats, lorsqu'ils étaient surpris dans des lieux écartés, étaient assassinés par nos bons Hellènes. C'est ainsi que la Grèce s'associait à la politique libérale des puissances occidentales,

auxquelles elle devait pourtant son existence. Les descendants du Bas-Empire, Russes et Grecs, s'entendront toujours pour les mauvaises actions à commettre au préjudice de l'Orient et de l'Occident.

Voulant venger l'odieuse surprise de Sinope, les Français et les Anglais commencèrent leurs opérations, le 22 avril 1854, par le bombardement d'Odessa ; et ce n'est que le 19 septembre qu'ils remportèrent leur brillante victoire de l'Alma sur le fameux prince Mentschikoff. Depuis cette bataille jusqu'à la prise de Sébastopol, qu'on disait imprenable et qui s'accomplit le 11 septembre 1855, et quelques autres affaires qui eurent lieu ensuite, les armées alliées furent dignes de leur grande réputation ; elles rivalisèrent de bravoure et de solidité en Crimée et dans la Baltique ; et, comme l'*homme malade* avait tué l'*homme bien portant,* qui mourut, le 2 mars 1855, d'un dépit rentré, sous la forme d'une congestion cérébrale — nous parlons de Nicolas Ier — son successeur Alexandre II, sentant qu'il lui était impossible de soutenir plus longtemps cette lutte que son père avait injustement provoquée, demanda grâce, et l'on signa à Paris le traité du 30 mars 1856, après de longues conférences dans lesquelles les plénipotentiaires russes, M. le comte Orloff et M. le baron Brunow, ne se souvinrent pas toujours qu'ils n'étaient pas là en vainqueurs. Les plénipotentiaires turcs, dont la cause avait triomphé, se montrèrent beaucoup plus convenables dans leur attitude dignement modeste : c'étaient Aali-Pacha, homme d'État très-considérable dans la grande acception du mot, et Djemil-Pacha, si avantageusement connu à Paris.

Nous n'avons à rappeler ici que les principales stipulations de ce traité.

L'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman furent de nouveau reconnues et solennellement consacrées, et, à ce titre, il fait partie du concert européen.

Toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures fut interdite.

Le sort des Principautés, qui n'avaient pas été un seul instant en cause, fut réglé, un peu trop peut-être au détriment des droits de la Porte.

La condition nouvelle des détroits des Dardanelles et du Bosphore fut fixée conformément aux droits et à la sécurité de la Turquie.

Les dispositions dangereuses du traité d'Andrinople, dont la Russie voulut toujours abuser pour amener la dissolution de l'empire ottoman, furent abrogées.

On prit à la Russie, en Bessarabie, un lambeau de territoire, Bolgrad, afin que les bouches du Danube, à Soulinà, ne fussent pas à sa merci.

Il fut décidé que la Russie n'aurait dans la mer Noire que quelques bâtiments légers, et qu'il y aurait en Asie une légère rectification de frontières.

Déjà le 18 février de la même année la Porte avait publié un *hatti-humayoum* trés libéral, dont les puissances prirent acte et qui complétait le *hatti-chérif* de Gul-Hané, comme la *Loi constitutive des vilayets* devait compléter plus tard ces deux grandes mesures.

Et le 15 avril la France, l'Angleterre et l'Autriche s'engagèrent par traité à garantir solidairement entre elles l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman, et à considérer comme un *casus belli* toute infraction au traité du 30 mars.

Si l'on se rappelle toutes les usurpations violentes exercées sur la Turquie depuis un siècle, et les traités dangereusement onéreux que la Russie lui imposa, le cabinet de Saint-Pétersbourg dut s'estimer très-heureux de sortir à si bon marché d'une si grande affaire.

Ainsi finit cette guerre dans laquelle la Russie n'eut pour alliés ni le Christ ressuscité ni le froid de 1812, et qui coûta à la France 150,000 hommes et 2 milliards de francs,

à l'Angleterre 40,000 hommes et 4 milliards de francs, à l'Italie 4,000 hommes et 80 millions de francs, à la Turquie plus de 100,000 hommes et 350,000 millions de francs, et enfin à la Russie 400,000 hommes et un milliard et demi de francs.

On peut donc hardiment affirmer qu'en réglant cette colossale affaire, les puissances alliées n'en eurent pas pour leur argent ; c'est ce que nous allons établir en résumant brièvement notre travail.

CONCLUSION.

En commençant cette étude, nous avons affirmé que la Russie trompait effrontément l'Europe quand elle disait et faisait dire par ses journaux qu'elle avait été toujours désintéressée à l'égard de la Turquie, à qui elle n'avait jamais demandé, prétendait-elle, que l'amélioration du sort de ses sujets chrétiens.

Nous avons affirmé encore qu'elle employait depuis cent ans, vis-à-vis de la Turquie, les mêmes moyens dont elle s'était servie pour tuer la Pologne, afin de s'emparer également de ses dépouilles et surtout de Constantinople.

Nous croyons avoir prouvé ces deux affirmations de la façon la plus irréfragable, la plus péremptoire, la plus absolue; nous avons prouvé que la destruction de l'empire ottoman était depuis plus d'un siècle l'idée fixe des Moscovites, et l'on serait dans une grande erreur si l'on croyait que c'est seulement parce que Constantinople appartient aux Turcs qu'ils veulent s'en saisir.

Sous Rurik, dans l'année 863, ils parurent devant Constantinople, qu'ils ravagèrent sans pouvoir la garder. Michel III y régnait.

Ils y reparurent en 904, en 941, en 944, dans le même but, et la veuve d'Igor, une Olga, se fit baptiser, sous le nom

d'Hélène, à Constantinople, où l'influence moscovite commençait à s'établir.

Ils s'y présentèrent de nouveau en 1043, avec une armée de cent mille hommes et une flottille innombrable. Ils furent rudement battus par les Grecs.

C'est vers l'une de ces époques que les Grecs les appelèrent à leur secours contre les Bulgares, les Serbes et les Roumains ; ils en eurent un grand repentir, les Moscovites ayant dévasté leur pays.

Au XVe siècle, Ivan III épousa la princesse Sophie, nièce d'un des derniers empereurs de Constantinople, dont il prit le blason à deux têtes d'aigle, et lui et ses successeurs se considérèrent depuis lors comme les héritiers légitimes de l'empire de Byzance.

On voit que leur idée fixe est vieille de dix siècles et qu'il leur importe peu que Constantinople appartienne aux Grecs ou aux Musulmans. Ils veulent cette capitale, comme ils l'ont toujours voulue et comme ils veulent tout ce qui formait l'empire byzantin. Et les Grecs, que l'on dit intelligents, sont pourtant assez naïfs pour se faire leurs auxiliaires, croyant, ces brouillons incorrigibles, que la Russie travaille pour eux.

L'Europe ne comprit donc sérieusement cette périlleuse ambition que de 1853 à 1856. De là cette mémorable guerre de Crimée qui se termina par le traité de Paris, d'une nature trop dilatoire, puisqu'il laissa la question d'Orient sans solution décisive. Pour lui donner ce caractère, il fallait lui trouver une garantie matérielle et irrévocablement morale, ce qui ne pouvait se réaliser que par la restitution de la Finlande à la Suède, la restauration du royaume de Pologne, l'exclusion de la Russie de la mer Noire, le rétablissement de l'indépendance de la Crimée et du Caucase, et la restitution de la Bessarabie à la Moldavie.

On ne le fit pas, et la Russie reste toujours une menace pour tout le monde. Depuis trois ans elle a cessé de se re-

cueillir, s'efforçant d'allumer un violent incendie en Crète, en Bulgarie, en Serbie, en Roumanie, dans l'Épire et la Thessalie, partout enfin où sa funeste influence agit. On pouvait museler l'ours du Nord pour toujours; encore une fois, on ne le fit pas, et, après comme avant la guerre de Crimée, la Russie est un grand danger pour tous les États, depuis la Suède jusqu'en Chine.

C'est donc avec raison que nous avons dit qu'en signant le traité de Paris, les puissances, la Russie exceptée, n'en eurent pas pour leur argent. Non, certes ; mais si le droit, le bon sens, la loyauté, pouvaient régler, en ces affaires, la conduite des gouvernements, ils n'auraient pas à s'ingénier longtemps pour trouver un moyen de remédier à cette situation, qui a créé la crise actuelle, dont les effets pèsent autant sur l'Occident et sur l'Orient, et qui en créera cent autres plus périlleuses. Ce moyen est, en grande partie, dans le traité du 30 mars et celui du 15 avril.

Par ces deux traités, l'un engageant six puissances, l'autre trois, l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman sont reconnues, et aucune d'elles n'a le droit de s'ingérer dans ses affaires, par cela même qu'il fait partie du concert européen et jouit, à ce titre, du droit commun des États.

Faites que tout cela soit une vérité à l'égard de la Turquie comme pour vous, parce que votre honneur, votre sécurité et vos intérêts l'exigent; ajoutez-y la suppression de ces maudites capitulations, qui, depuis bien longtemps, ne sont bonnes qu'à faire naître et couvrir les abus les plus monstrueux, et qui ne peuvent avoir d'autre suffrage que celui des gens qui en profitent au grand détriment de la morale et du droit international, et vous aurez enterré pour toujours l'éternelle, la terrible question d'Orient, qui ne vit que par les intrigues de toute sorte de la Russie. Avec les capitulations, on a douze États dans un État, ce qui est et a toujours été unique dans le monde; et lorsque parmi ces douze

États il en est qui comptent parmi les plus puissants et qui travaillent depuis des siècles à la dissolution de l'empire ottoman, on doit être étonné au plus haut degré que cet empire n'ait pas cessé de vivre il y a une centaine d'annés, et croire au plus grand des miracles. Connaissez-vous un seul État qui eût résisté à un pareil régime? Qu'on l'applique quelques années aux plus solides, à la France, à l'Angleterre, à l'Autriche, par exemple, et vous verrez ce qui leur adviendra. En peu de mois, la Russie serait bouleversée.

Et cependant, la Turquie y a résisté, malgré les guerres les plus sanglantes et les plus injustes, malgré les déchirements intérieurs les plus formidables, produits par les machinations moscovites, malgré les bourrasques, les tempêtes, les catastrophes les plus terribles et les moins méritées ; enfin malgré cette incompréhensible conjuration de l'Europe dont l'aveuglement secondait le jeu de sa plus mortelle ennemie.

Oui, la Turquie a résisté à tous ces cataclysmes avec son bon sens, son courage et ses forces, qu'elle n'a jamais recrutées que dans sa population musulmane, se montant à vingt-cinq millions d'individus. Avec cette population, elle a toujours lutté, et très-souvent avec beaucoup de succès, contre les grandes armées de l'Autriche et de la Russie ; elle s'est tirée de tous les abîmes creusés sous ses pas par l'ambition et l'astuce moscovites.

Et vous doutez ou paraissez douter de sa vitalité ! Mais au récit exact que nous faisons de tous les opprobres dont on a voulu la couvrir, de tous les piéges qu'on lui a tendus, de tous les coups qu'on lui a si rudement portés, vous voyez bien qu'il n'existe pas de vitalité plus grande que la sienne. Ah! fous ou aveugles que vous êtes ! Sans cette force qui ne s'épuise pas, parce qu'elle se renouvelle sans cesse dans sa puissante séve, que serait devenu le rempart qui vous protége, vous, vos intérêts et votre incomparable civilisation,

si, au lieu de l'empire ottoman, toujours aux prises avec votre implacable ennemi, vous aviez eu le Bas-Empire avec ses hontes, ses turpitudes, son infâme corruption ? Il y a de bien longues années que les Cosaques, le knout à la main, auraient fait litière de tout ce qui vous est cher et vous auraient courbés bien bas sous le plus inexorable, le plus sauvage de tous les despotismes, celui de la Russie.

Ėt vous avez cependant parfois la velléité de vouloir rétablir cette pourriture de Bas-Empire avec quelques Grecs, suppôts sempiternels du gouvernement russe, et nés de cette pourriture même et non des Grecs de l'antiquité, qui n'ont plus un seul descendant depuis huit siècles.

Et à cette folie vous voudriez en joindre une autre, celle d'une fédération ou confédération de petits États pour remplacer les Turcs en Europe ! Mais, insensés que vous êtes, ces fédérations ou confédérations furent un des grands moyens dont la Russie se servit afin de bouleverser la Pologne par l'anarchie et la tuer ensuite pour s'emparer de ses dépouilles. Vous ignorez donc que cette idee de fédération, que vous croyez vôtre, est russe, complétement russe, et que le cabinet de Saint-Pétersbourg la prône, la préconise dans toutes les chancelleries depuis dix, depuis vingt, depuis cent ans, et vous pouvez vous en assurer en lisant le *Nord*, qui ne peut pas être suspect en cette matière ; qui mieux que lui peut dire :

Nourri dans le sérail, j'en connais les détours ?

Nous l'avons dit nous-même dans quelques endroits de notre étude, pour la Russie, fédérations, confédérations, autonomies à sa façon, signifient anarchie et par cela même moyen commode de s'emparer des pays qui seraient constitués de la sorte.

C'est ainsi qu'elle a toujours procédé pour arriver à ses innombrables usurpations.

Rappelez-vous donc un peu mieux le *Timeo Danaos et dona*

ferentes de Virgile, qui peut s'appliquer bien davantage aux Moscovites, si vous ne voulez que votre crédulité ne vous fasse pleurer un jour, à vous et à vos descendants, des larmes de sang.

Que reprochez-vous aux Turcs ? Est-ce la lenteur de leur marche dans les voies du progrès? Tous les gouvernements, moins la Russie, bien entendu, ont constaté cent fois publiquement et de toute façon que cette marche était rapide et soutenue ; et lorsque, en plein Parlement, lord Palmerston a dit que la Turquie avait fait, en trente ans, plus de réformes que tous les autres pays, il n'a dit qu'une grande et incontestable vérité, qui se trouvait dans toutes les chancelleries, dans tous les journaux sérieux et dans tous les recueils périodiques. Est-ce qu'on a jamais rien dit de semblable de la Grèce ? Personne ne peut ignorer qu'en quelques années les échanges de la Turquie avec l'Europe ont quintuplé, et que le mouvement du port de Constantinople est un des plus considérables du globe. Et ce n'est certes pas avec un sultan libéral et ferme comme Abdul-Aziz, avec ses conseillers, si éminents par leurs lumières, leur expérience et leur patriotisme, que ces progrès peuvent s'arrêter.

Lui reprochez-vous sa religion ? Est-ce que les Turcs ne sont pas meilleurs musulmans que vous n'êtes, vous, bons chrétiens? Ils savent encore prier Dieu, et vous, ô fils de Voltaire, vous le désapprenez tous les jours. Leur nation, c'est M. de Lamartine qui l'a dit, est la plus charitable, la plus hospitalière, la plus tolérante et une des premières du monde. Les Européens y jouissent de toutes les libertés, de toutes les protections, et les cinq cent mille catholiques qui habitent leur territoire sont complétement libres dans leur conscience religieuse et dans toutes les pratiques de leur culte. Est-ce en Russie, feuilles religieuses qui vous déchaînez trop souvent contre la Turquie, pour être agréables sans doute à la politique moscovite, que vous trouveriez rien de pareil au moindre

degré? Est-ce en Grèce, où le brigandage est devenu une industrie nationale, la seule qui y soit prospère?

Lui reprochez-vous sa conduite? Mais il n'en est pas de plus sage, de plus modérée, de plus correcte que celle de la Porte. A qui cherche-t-elle querelle? A personne, tandis que tout le monde l'inquiète, la harcèle, la trouble dans ses droits et dans ses intérêts. Elle ne demande qu'une chose, c'est qu'on la laisse tranquille et libre de se faire respecter par qui l'offense. Depuis trois ans, la Grèce l'ennuie, la fatigue, et se conduit envers elle d'une manière si scandaleuse, qu'à sa place tout autre gouvernement ne l'eût pas supporté durant huit jours; et lorsque, à bout de patience, elle se décide à lui demander les réparations qui lui sont dues pour d'incessantes violations faites cyniquement aux traités, aux conventions, au code des nations, on intervient pour l'en empêcher! Est-ce juste?

Ce n'est pas ainsi que la question d'Orient peut se résoudre. Non; sa complète solution est dans le respect absolu des traités du 30 mars 1856 et du 15 avril de la même année, dans le droit commun dont la Turquie doit pouvoir user, comme tout État faisant partie du concert européen. Alors, soyez-en convaincus, il n'y aura plus de question d'Orient; il n'y aura qu'une question d'ambition russe qui disparaîtra vite, le jour où les puissances signataires de ces traités auront signifié au cabinet de Saint-Pétersbourg que la Turquie a les mêmes droits qu'elles, et qu'il est de leur devoir, de leur honneur et de leur intérêt de veiller à ce qu'il en soit ainsi.

Si, dans ces conditions, la Porte a à soutenir une lutte, soit contre les ridicules ambitions de la Grèce, soit contre la turbulence de quelques-unes de ses provinces ou principautés, elle se tirera d'affaire comme elle l'entendra ou le pourra. Si elle fait triompher son droit, ce sera une solution bonne et durable. Si elle succombe dans la lutte, ce sera en-

core une solution définitive, sans risque de guerre générale dans l'un et l'autre cas.

Ce mode, qui n'est que le principe de *non-intervention* généralement admis par les cabinets d'Europe, ne serait-il pas le plus simple, le plus rationnel, le plus radical, s'il était sincèrement appliqué? Avec lui, tout se simplifie; sans lui, tout reste inextricable et hérissé de gros dangers. N'est-il pas d'ailleurs conforme à la récente déclaration des quatre puissances, sollicitée par la Russie elle-même, qui, à la vérité, croyait pouvoir faire soulever toutes les populations chrétiennes de la Turquie?

Par les incessantes concessions que vous arrachez à la Porte, vous perdez l'empire ottoman. Quel résultat avez-vous obtenu, ô régulateurs de la destinée des États, des dernières faites à la Serbie et à la Roumanie? Une diminution d'influence pour vous dans ces principautés, et un accroissement pour celle de la Russie. Aussi, dans l'une, on assassine les princes; dans l'autre, il surgit des forcenés, des espèces de Marat.

Vous faites des traités, des conventions; elles les violent quand ça leur plaît, et vous finissez toujours par trouver que c'est bien. Vos faiblesses, vos condescendances engendrent d'autres prétentions, encouragent de nouvelles révoltes, et vous vous plaignez, vous accusez la Turquie, lorsque tout le mal vient de vous seuls, de votre conduite inconstante, de votre politique à facettes. Si ce n'est pas de l'enfantillage, c'est presque de la démence. Ce système, que vous pratiquez malheureusement encore aujourd'hui, est mesquin, inconséquent, odieux, parce qu'il viole en Turquie ce qui est respecté ailleurs, et parce qu'il perpétue la question d'Orient, au milieu des embarras et des crises les plus nuisibles et les plus dangereuses pour tous les intérêts. Il en sera ainsi tant que les populations chrétiennes croiront pouvoir compter sur vos faciles complaisances, et le jour où elles seront convaincues qu'elles ne doivent plus

y compter, ce jour-là elles cesseront de s'agiter et de vous tourmenter ; elles renonceront à leurs rêves malsains et à leurs aspirations insensées. Elles tourneront leurs pensées vers les travaux sérieux et utiles. Vous-mêmes, vous pourrez donner tous vos soins à vos affaires intérieures, sans vous préoccuper de la Turquie plus que de ce qui se passe actuellement en Espagne ou au Congo.

Si vous ne renonciez pas à ce système funeste et désastreux, il faudrait vous attendre à toutes les catastrophes ; et c'est afin que vous puissiez les prévoir et les conjurer d'une façon absolue que nous avons mis sous vos yeux, bien incomplet sans doute, LE DOSSIER RUSSE DANS LA QUESTION D'ORIENT. Il en est encore temps : agissez, faites que les traités qui concernent la Turquie soient une vérité, et non chose de fantaisie selon les circonstances, et vous n'aurez pas un éternel regret, ou plutôt un éternel remords à ajouter à l'éternel remords de l'anéantissement de la Pologne. Ayant été justes dans le droit et dans l'équité pour l'intérêt de tous, on ne pourra pas dire un jour ni jamais : *Finis Turquiæ*, comme on a si malheureusement dit : *Finis Poloniæ*. Et Napoléon Ier se sera trompé dans sa prophétie : l'Europe ne sera pas cosaque.

Paris, le 1er janvier 1869.

FIN.

PARIS

IMPRIMERIE JOUAUST

RUE SAINT-HONORÉ, 338.


3 1158 01225 2440
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 062 568 1
THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES